

Commune de  
Le Crozet (42)

# Modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme

1

## RAPPORT DE PRESENTATION



### PLU

Approbation le : 11 mai 2015

### Révisions et modifications :

- Modification simplifiée n°1 approuvée par délibération le 6 juillet 2018
- Révision allégée n°1 approuvée par délibération le 10 septembre 2021
- Modification simplifiée n°2 approuvée par délibération le XX/XX/XXXX



# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>5</b>
<b>RAPPEL DU CONTEXTE COMMUNAL .....</b>	<b>8</b>
<b>RAPPEL DES REGLES QUI S'IMPOSENT A LA COMMUNE.....</b>	<b>10</b>
1. LES REGLES GENERALES DE L'URBANISME .....	10
2. LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX .....	11
<b>LE RESPECT DES ORIENTATIONS DU PADD.....</b>	<b>16</b>
1. RAPPELS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD) DU PLU .....	16
2. UN PROJET QUI NE PORTE PAS ATTEINTE AUX ORIENTATIONS DU PADD DU PLU.....	17
<b>LA MODIFICATION DU ZONAGE .....</b>	<b>18</b>
<b>L'EVOLUTION DES SUPERFICIES .....</b>	<b>20</b>
<b>LA MODIFICATION DU REGLEMENT .....</b>	<b>21</b>
<b>INCIDENCE SUR LES CAPACITES D'ACCUEIL .....</b>	<b>22</b>
<b>PRE-EVALUATION ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>23</b>
1. PRESENTATION DU PROJET .....	24
2. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000.....	24
3. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES ZONES HUMIDES.....	26
4. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE .....	28
5. ANALYSE DES INCIDENCES SUR L'AIR, L'ENERGIE ET LE CLIMAT.....	35
6. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE BATI.....	38
7. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES RISQUES ET NUISANCES .....	40
8. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES OU FORESTIERS .....	46
9. EAU POTABLE .....	48
10. GESTION DES EAUX PLUVIALES .....	50
11. ASSAINISSEMENT .....	50
12. DECHETS .....	51
13. L'ABSENCE D'INCIDENCE NOTABLE SUR L'ENVIRONNEMENT.....	52
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>53</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>54</b>
1. ARRETE DE PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE .....	54





# PRÉAMBULE

Le Plan Local d'Urbanisme du Crozet a été approuvé le 11 mai 2015. Il a fait l'objet, chronologiquement, d'une modification simplifiée approuvée le 6 juillet 2018 et d'une révision allégée n°1 approuvée le 10 septembre 2021.

La Commune a pris une délibération de principe concernant la présente modification simplifiée le 24/08/2023. Monsieur le Maire a pris un arrêté lançant officiellement la procédure le 06 septembre 2023.

La présente modification simplifiée a pour objectif d'étendre le zonage Npv déjà existant sur une parcelle communale contiguë qui n'avait pas été identifiée au moment de l'élaboration du PLU.

La commune a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt pour développer un projet d'intérêt général, l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol, permettant une utilisation de l'électricité en autoconsommation dans le bourg du Crozet.

Cette installation doit permettre d'une part, de valoriser des parcelles communales, contraintes pour des constructions à usage d'habitation puisque présentant un risque minier et, d'autre part, de faire un pas vers les objectifs de transition énergétique, avec l'utilisation d'une énergie renouvelable locale.

Dans le cadre de la modification, deux pièces du PLU sont modifiées :

- Le plan de zonage ;
- Le règlement (article N9).

La procédure de modification peut être utilisée à condition de :

- « Ne pas changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- Ne pas réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Ne pas réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance. »

Il est précisé que cette procédure de modification ne permet pas de réduire des zones naturelles et agricoles et ne touche pas au projet communal concernant l'habitat.

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le maire lorsqu'il a pour effet :

- Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Dans les autres cas, la modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée.

Considérant l'objectif de la commune de :

- Reclasser une parcelle actuellement en zone naturelle, en secteur Npv, autorisant uniquement les constructions et installations nécessaires à la production d'énergie photovoltaïque ;
- Faire évoluer l'article 9 de la zone naturelle afin de préciser que la règle d'emprise au sol ne concerne pas les constructions et installations nécessaires à la production d'énergie photovoltaïque.

La procédure peut donc être réalisée par le biais d'une modification simplifiée.

Conformément à l'article L 153-45 du Code de l'Urbanisme, cette procédure est lancée à l'initiative du Maire. Un arrêté a été pris en date du 6 septembre 2023. Il a été affiché, et a fait l'objet d'une publication dans un journal diffusé dans le département. Cet arrêté est joint en annexe du présent rapport.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du Code de l'Urbanisme, sont mis à disposition du public pendant

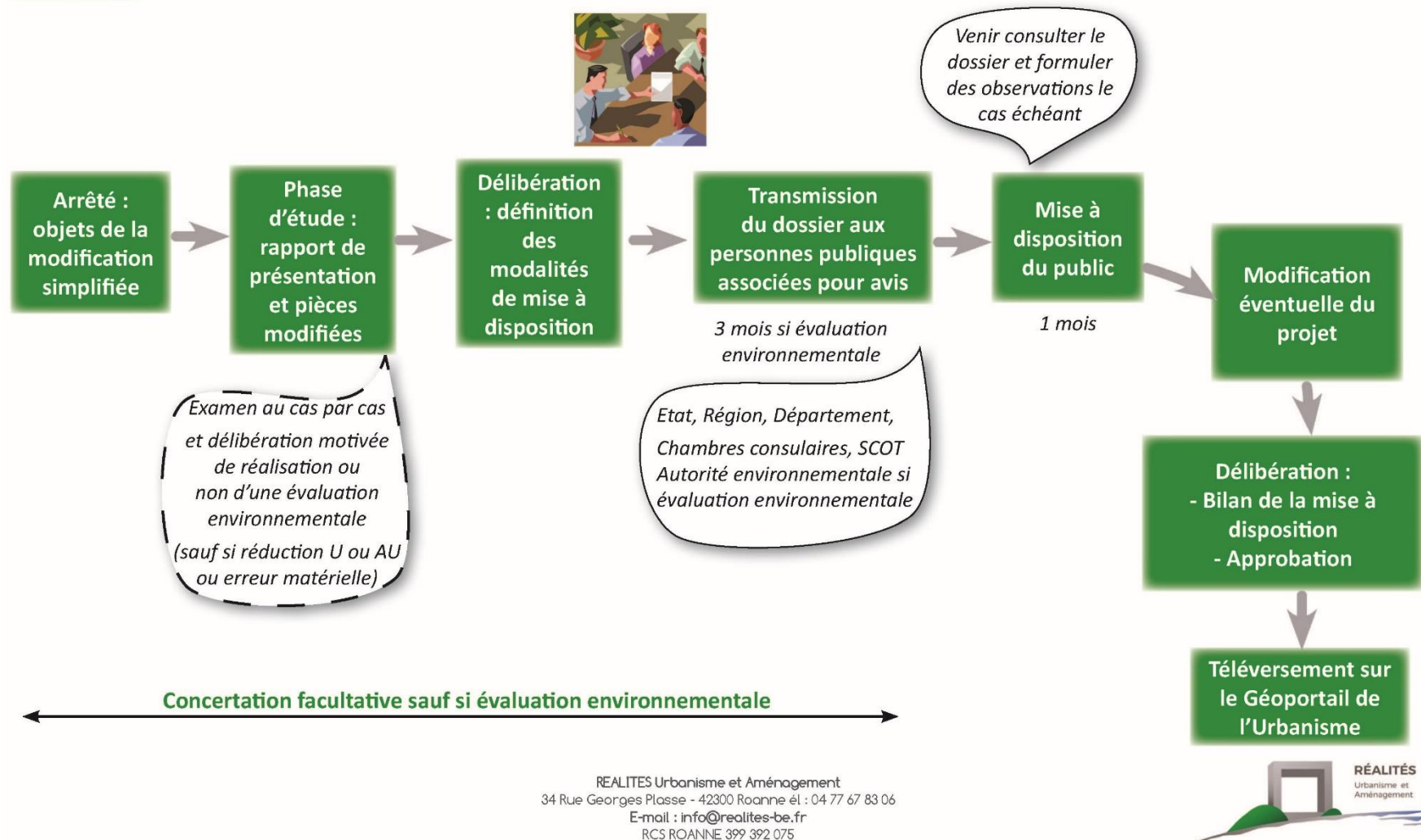
un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le maire en présente le bilan devant le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Le dossier de modification simplifiée est notifié, avant l'ouverture de l'enquête publique, à l'ensemble des personnes publiques associées qui ont pu ainsi formuler leur avis.

# PROCÉDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLU



## RAPPEL DU CONTEXTE COMMUNAL

---

La commune du Crozet se situe au Nord du département de la Loire, à proximité du département de l'Allier. La commune est traversée par la RD35 qui dessert le bourg et par la RN 7, au Nord, voie de communication importante.

La commune appartient à la Communauté d'Agglomération de Roannais Agglomération qui regroupe 40 communes.

Le Crozet est limitrophe des communes de Saint-Martin d'Estréaux, La Pacaudière, Changy et Saint-Bonnet-des-Quarts. Elle se situe à environ 30 minutes de Roanne (25 km) et à 1h30 de Lyon (environ 120 kilomètres).

Le Crozet s'étend sur 1 345 ha au sein d'un territoire rural.

Elle compte 248 habitants (population 2020<sup>1</sup>), soit une densité d'environ 19 habitants/km<sup>2</sup>.

Le PLU doit être compatible avec le SCoT du Roannais qui a été approuvé le 4 octobre 2017 et qui couvre les territoires de Roannais Agglomération et de la Communauté de Communes du Pays d'Urfé. Il est actuellement en cours de révision pour fusionner avec le SCoT du Bassin de vie du Sornin.

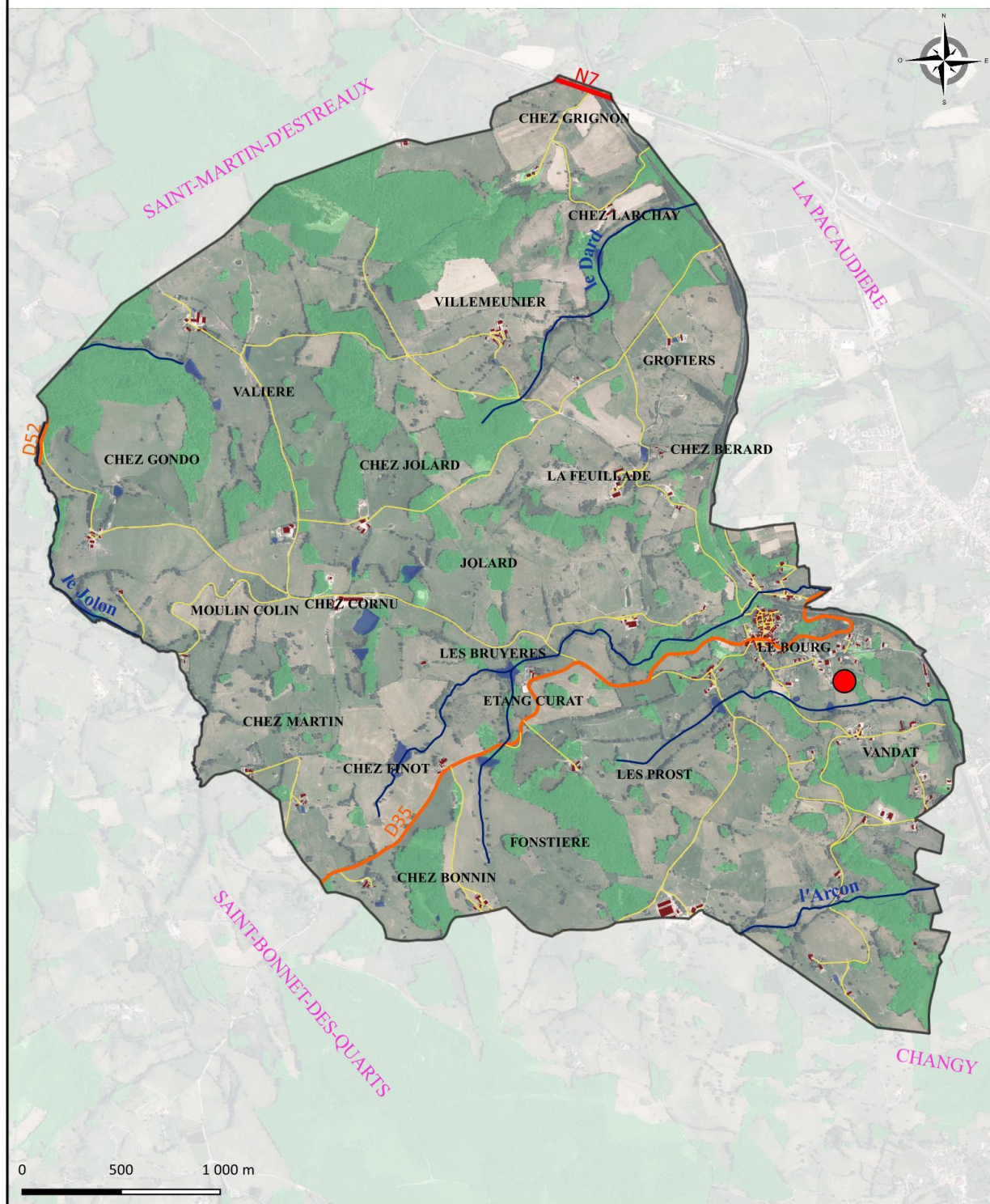
---

<sup>1</sup> Dossier complet de l'Insee 2020, paru en 2023



## Secteur du territoire concerné par la procédure de modification simplifiée du PLU

- |   |   |  |  |
|---|---|--|--|
|  Bâti                  | Voies de communication routière :   |  |  Secteur concerné par la procédure de modification simplifiée du PLU |
|  Boisements            |  Route nationale |  Route départementale |  |
|  Réseau hydrographique |  Voie communale  |  |  |
|  Surface en eau        |   |  |  |



# RAPPEL DES RÈGLES QUI S'IMPOSENT À LA COMMUNE

## 1. LES REGLES GENERALES DE L'URBANISME

L'article L.101-2 du code de l'urbanisme prévoit que les plans locaux d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer :

« 1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerce et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales. »

### **Compatibilité du projet :**

La présente procédure s'inscrit dans le cadre de ces objectifs, notamment la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement puisque la modification simplifiée doit permettre l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol pour permettre notamment une auto-consommation dans le bourg de la commune.

La localisation du projet permet la préservation des qualités urbaines, architecturales et paysagères bien connues de la commune puisqu'il s'agit d'un secteur n'ayant aucune co-visibilité avec le bourg remarquable.

## 2. LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

La Commune de Le Crozet appartient à Roannais Agglomération. Elle est concernée par plusieurs documents d'urbanisme supra-communaux, notamment :

### 2.1. LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLES ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET)

Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020. Il vient se substituer, à compter de son approbation, aux schémas préexistants suivants : schéma régional climat air énergie (SRCAE), schéma régional de l'intermodalité, plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

Les SCoT (à défaut PLU(i), cartes communales ou les documents en tenant lieu), ainsi que les PDU, PCAET et chartes de PNR doivent :

- Prendre en compte les objectifs du SRADDET,
- Être compatibles avec les règles du SRADDET.

Le SRADDET fixe des objectifs à horizon 2030, notamment en matière de biodiversité, à l'échelle régionale. Le SRADDET s'organise autour de six grands thèmes :

- Aménagement du territoire et de la montagne
- Infrastructures de transport, d'intermodalité et de développement des transports
- Climat, air, énergie
- Protection et restauration de la biodiversité
- Prévention et gestion des déchets
- Risques naturels

Ce document a notamment pour objectif la préservation et la restauration des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, pour assurer une meilleure connectivité des milieux.

#### **Compatibilité du projet :**

La présente procédure ne vise pas à ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation.

La procédure de modification simplifiée doit permettre l'installation d'un parc photovoltaïque au sol, projet porté par la commune qui a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt pour trouver un développeur.

L'installation d'un projet photovoltaïque sur une surface raisonnable (environ 2 900 m<sup>2</sup>) et permettant de répondre à des besoins locaux est en cohérence avec la « Règle 29 – Développement des énergies renouvelables » du SRADDET.

La procédure de modification simplifiée du PLU s'inscrit donc en compatibilité avec les objectifs du SRADDET.

### 2.2. LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)

La commune de Le Crozet étant située sur le bassin versant du fleuve Loire est, à ce titre, soumise aux dispositions du SDAGE du bassin Loire Bretagne.

Le territoire communal s'inscrit également dans le périmètre du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) « Loire en Rhône-Alpes » qui est la déclinaison, à l'échelle de sous bassin versant de la Loire, du SDAGE.

#### **Le Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE) Loire Bretagne**

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification qui fixe pour un grand bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect des principes de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions sont opposables aux décisions administratives dans le domaine de l'eau et à certains documents tels que les plans locaux d'urbanisme.

Le SDAGE Loire Bretagne, fixant des objectifs pour 2022-2027 a été adopté en Mars 2022.

Les 14 grandes orientations fondamentales retenues par le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 sont :

- Repenser les aménagements de cours d'eau dans leur bassin versant,
- Réduire la pollution par les nitrates,
- Réduire la pollution organique, phosphorée et microbiologique,
- Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides
- Maîtriser et réduire la pollution due aux micropolluants,
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau,
- Gérer les prélèvements d'eau de manière équilibrée et durable,
- Préserver et restaurer les zones humides,
- Préserver la biodiversité aquatique,
- Préserver le littoral,
- Préserver les têtes de bassin versant,
- Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques,
- Mettre en place des outils réglementaires et financiers,
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges

Le Crozet est concerné par des objectifs de bon état des masses d'eau de surface et souterraines :

Commis- sion territoriale	Nom de la rivière	Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Statut de la masse d'eau	Objectif d'état écologique			Objectif d'état chimique Sans ubiquiste			Objectif d'état global Sans ubiquiste	
					Objectif	Échéance d'atteinte de l'objectif	Motif en cas de recours aux dérogations	Objectif	Échéance d'atteinte de l'objectif	Motif en cas de recours aux dérogations	Objectif	Échéance d'atteinte de l'objectif
ALA	ARCON	FRGR1766	L'ARCON ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC LA LOIRE	MEN	OMS	2027	CD ; FT	Bon état	2021		OMS	2027

Commis- sion territoriale	Nom de la masse d'eau	Code de la masse d'eau	Objectif d'état quantitatif			Objectif d'état chimique			Objectif d'état global		polluants pour lesquels des mesures doivent être mises en œuvre afin d'inverser les tendances à la dégradation de l'état des masses d'eaux souterraines (pour les masses d'eau pour lesquelles une ou des tendances significatives et durables sont identifiées)
			Objectif	Échéance d'atteinte de l'objectif	Motifs en cas de recours aux dérogations	Objectif	Échéance d'atteinte de l'objectif	Motifs en cas de recours aux dérogations	Objectif	Échéance d'atteinte de l'objectif	
ALA	Bassin Versant de la Loire - Madeleine	FRGG133	Bon Etat	2015		Bon Etat	2015		Bon Etat	2015	

### Compatibilité du projet :

La procédure de modification simplifiée du PLU ne porte pas sur des points impactant la prise en compte des objectifs du SDAGE.

## 2.3. LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) DU ROANNAIS

La commune, membre de Roannais Agglomération, est inscrite dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale du Roannais.

Le SCoT représente une population de plus de 100 000 habitants répartis sur 51 communes.

Le SYEPAR (Syndicat d'Etudes et de Programmation pour l'Aménagement du Territoire) est l'autorité compétente pour piloter la mise en œuvre du SCoT.

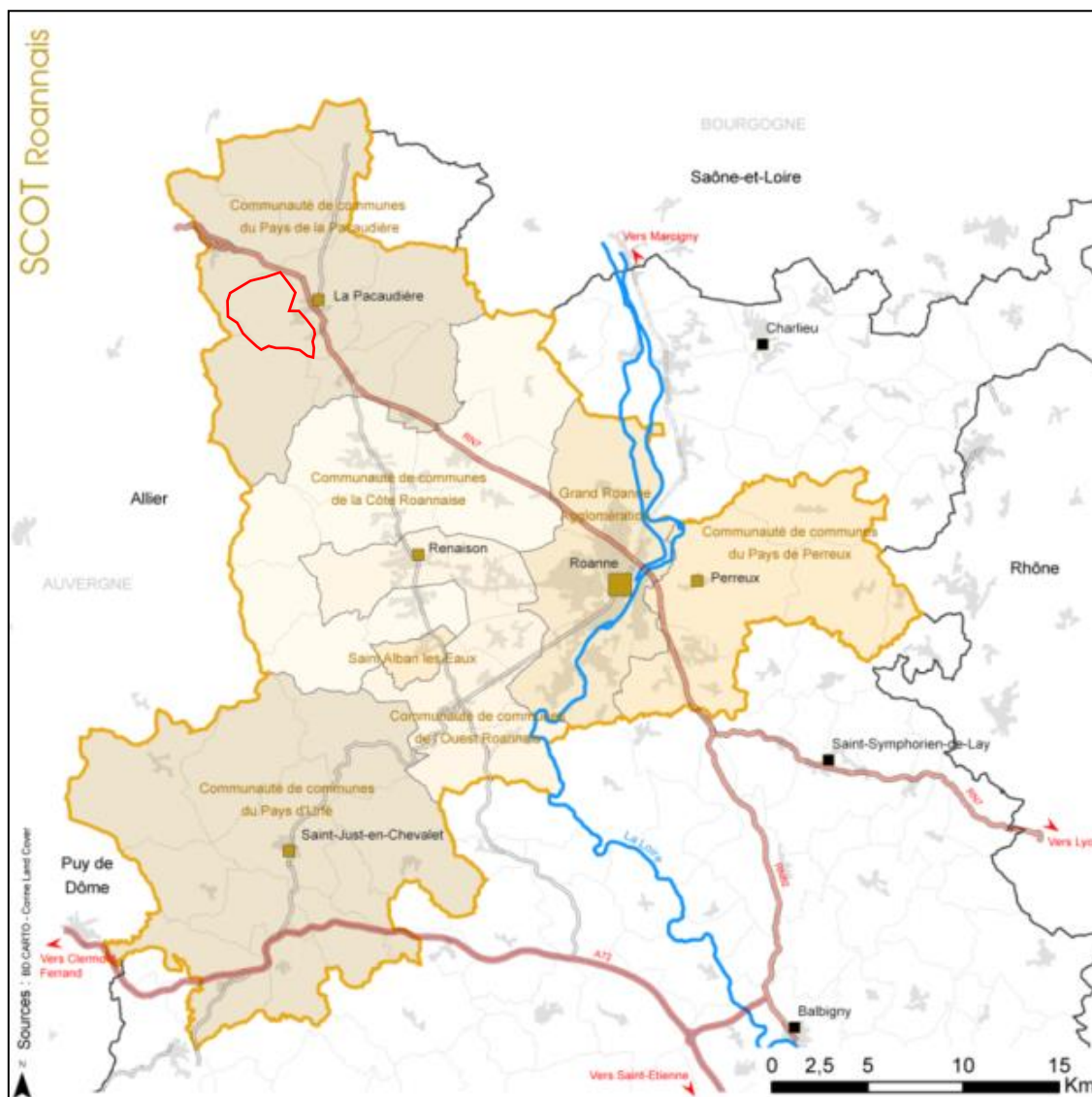
Depuis le 1er janvier 2022, Roannais agglomération, le Pays d'Urfé, Vals d'Aix et Isable, la Copler et Charlieu-Belmont se sont rassemblées au sein du Syndicat mixte du Scot du Roannais afin d'établir un futur SCoT commun. Dans l'attente, le SCoT actuel reste applicable.

Le SCoT a été approuvé le 4 avril 2012. Il a fait l'objet d'une Modification n°1 approuvée le 10 décembre 2015, et portant sur les orientations en matière d'aménagement commercial. Enfin une révision approuvée en octobre 2017 a permis une « grenellisation » du document.



Ce document d'urbanisme et de planification porté par le SYEPAR fixe des orientations fondamentales de l'organisation de l'espace, notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de développement économique et commercial, de préservation de l'environnement, de déplacements ....

Le DOO (Document d'Orientations et d'Objectifs) traduit le PADD et comporte des éléments prescriptifs, avec lesquels les documents de rang inférieur doivent être compatibles.



Le DOO du SCOT du Roannais est organisé en 2 chapitres : Inscrire le territoire dans une démarche de qualité et de développement durable et Construire un territoire structuré et solidaire.

#### Chapitre 1 : Inscrire le territoire dans une démarche de qualité et de développement durable

- **Participer à la transition énergétique et répondre à la vulnérabilité du territoire**
  - Favoriser les économies d'énergie
  - **Permettre le développement des énergies propres et renouvelables**
  - Adapter le territoire au changement climatique
- **Gérer les risques et nuisances**
  - Prendre en compte le risque inondation et le ruissellement pluvial
  - **Intégrer l'ensemble des autres risques dans la politique d'urbanisme**
  - Se mobiliser pour la dépollution des sols
  - Diminuer l'exposition des populations aux nuisances sonores
  - Promouvoir un urbanisme favorable à la santé

La commune de Le Crozet s'inscrit dans l'orientation du SCoT puisque cette procédure doit permettre le développement d'un projet qui préserve le capital nature, paysager et patrimonial de la commune.

La création du secteur Npv, existant dans le PLU actuel fait suite à la présence d'un risque minier sur le secteur. Anciennement constructible, la commune, afin de prendre en compte le risque, a fait le choix de déclasser la zone construction et de prévoir un projet lié à la production d'énergies renouvelables pour mettre en valeur ces parcelles communales.

Il faut noter que la commune n'est pas concernée par la présence d'un site identifié au titre de Natura 2000 ou par des ZNIEFF.

#### **Compatibilité du projet :**

La présente procédure ne vise pas de nouvelle ouverture à l'urbanisation.

En revanche, elle s'inscrit pleinement dans la poursuite des objectifs du document supra-communal qui veut permettre le **développement des énergies propres et renouvelables**.

Le projet intègre aussi les risques connus par la commune puisque les aménagements et constructions devront prendre en compte le risque lié à la présence d'une ancienne mine à proximité immédiate.

A noter que la commune mettra aussi en valeur l'histoire de cette mine par des panneaux de présentation à proximité du parc.

La procédure de modification simplifiée est compatible avec les orientations du SCoT.

## **2.4. LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) DE ROANNAIS AGGLOMERATION**

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) est un document stratégique permettant à une communauté d'agglomération de définir pour 6 ans la stratégie en termes d'habitat à mettre en place. Il est la déclinaison opérationnelle du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) sur la thématique de l'habitat. La portée juridique du PLH est un rapport de compatibilité avec les Plans Locaux d'Urbanisme.

Le projet de modification simplifiée n'a pas d'impact sur l'habitat.

#### **Compatibilité du projet :**

Le projet de modification ne prévoyant aucune nouvelle construction et ne touchant pas aux zones urbaines ou à urbaniser du PLU, est compatible avec le PLH.

## **2.5. PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL**

Roannais Agglomération est doté d'un PCAET pour la période 2020-2026 avec lequel le PLU doit être compatible.

6 grands axes composent le Plan Climat :

- Améliorer la performance énergétique et développer les EnR (patrimoine et site de Roannais Agglomération (interne))
- Optimiser les déplacements des agents et usagers des services de l'Agglomération (interne)
- Intégrer pleinement les dimensions air-énergie-climat dans l'aménagement des territoires (territoire)
- Préparer la mobilité de demain en préservant la qualité de l'air et en luttant contre la précarité énergétique (territoire)
- Placer la rénovation du parc bâti au cœur de la stratégie énergétique et lutter contre la précarité énergétique (territoire)
- Réaliser des économies d'énergie, **développement des EnR**, maîtriser les émissions polluantes et favoriser la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans les différents secteurs économiques (territoire)

Le projet de la commune entre parfaitement dans l'axe 6, l'orientation « 6.3 Déploiement des filières EnR (hors méthanisation) » et son enjeu « **Développer la planification de l'énergie solaire spécifiquement sur le photovoltaïque et réaliser des projets pilotes** ».

La commune a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt pour permettre à son projet de parc photovoltaïque de voir le jour. C'est un projet pilote en la matière d'autant plus que l'électricité issue de la centrale permettra d'alimenter le bourg de la commune.

**Compatibilité du projet :**

Le projet de modification simplifiée entre parfaitement dans un des enjeux du PCAET : **le développement de l'énergie solaire spécifiquement sur le photovoltaïque et la réalisation des projets pilotes**.

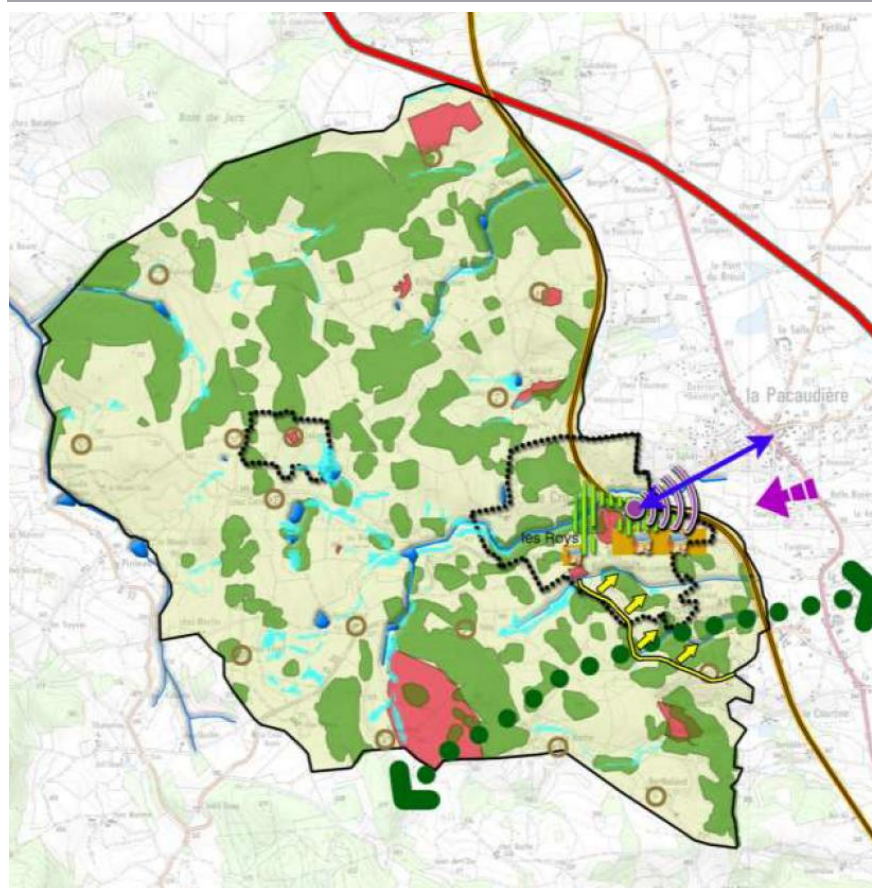
La procédure doit permettre à la commune d'avoir un site de production d'énergies renouvelables.

# LE RESPECT DES ORIENTATIONS DU PADD

## 1. RAPPELS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD) DU PLU

Le PADD repose sur 3 grands objectifs prioritaires :

- **Favoriser le renouvellement de la population**
  - Poursuivre la politique communale de réhabilitation du bâti existant et de mise sur le marché de logements locatifs
  - Offrir un potentiel foncier correspondant à une production de 16 logements sur la période 2021-2030 et à raison d'une densité de 10 log/ha minimum
  - Assurer la pérennité des services et équipements publics et en particulier l'école
  - Valoriser la qualité du cadre de vie et la proximité du pôle relais de la Pacaudière (collège, zone commerciale...)
  - Concourir au maintien des activités artisanales et agricoles et les emplois liés
  - Favoriser l'accueil d'entreprises sur les zones d'activités proches de le Crozet (ZA de la Planche Pierre, ZA de Picamot, la Noisette....)
- **Optimiser le potentiel de développement touristique**
  - Poursuivre la valorisation du patrimoine bâti (sensibilisation de la population à la rénovation de leurs habitations et au respect des prescriptions de la ZPPAUP) et des espaces publics (traitement homogène de la voirie, mobilier urbain, espaces verts...)
  - Poursuivre les actions en faveur du label « Village Fleuri »
  - Favoriser le maintien d'un lieu de restauration : l'auberge
  - Soutenir le développement des activités permettant une animation plus permanente du centre bourg (artisanat d'art, commerçant...) : mise à disposition de locaux
  - Compléter l'offre d'hébergement touristique existante en développant l'offre de type chambres d'hôtes
  - Soutenir les actions de promotion touristique et de valorisation du patrimoine mise en œuvre par le tissu associatif (visites guidées, musée, ...)
  - Améliorer la gestion du stationnement, notamment résidentiel en centre bourg
  - Préserver la silhouette du bourg (vue sur le donjon et l'église) depuis la plaine du roannais
  - Inciter à l'amélioration de la signalétique touristique notamment depuis la RN7
  - Maintenir et entretenir les sentiers de randonnées.
- **Préserver les espaces naturels et agricoles et les paysages**
  - Maintenir la diversité de l'occupation des sols et les continuités écologiques :
    - Pérenniser l'activité agricole en assurant le développement des exploitations agricoles existantes
    - Protéger les milieux naturels sensibles tels que les zones humides : vallons des ruisseaux de la Jussienne et de Monvernay...
    - Contenir les zones boisées dans leurs limites actuelles afin de préserver des paysages ouverts
    - Préserver la trame des étangs
    - Encourager au maintien de la trame bocagère restante
  - **Promouvoir les énergies renouvelables : projet de « ferme » solaire**
  - Veiller au maintien des points de vue panoramiques sur la plaine du Roannais (notamment depuis le Donjon mais aussi depuis la VC communale entre les Roys et Chez Calon) et des cônes de vues sur le bourg en préservant la couronne verte autour du bourg
  - Maîtriser le développement urbain futur de la commune principalement dans la continuité Sud-Est du bourg : ce secteur est le principal gisement pour une urbanisation qui ne serait pas contrainte par des co-visibilités avec le centre bourg historique et limiter la consommation foncière à 1.6 ha maximum pour les 10 prochaines années.



## REPRESENTATION GRAPHIQUE DES ORIENTATIONS DU PADD

-  Préserver les vallons des ruisseaux, la trame des étangs et les zones humides associées
-  Contenir les zones boisées
-  Maintenir les continuités écologiques
-  Préserver les terres et sites agricoles
-  Maintenir le point de vue panoramique depuis le Donjon
-  Maintenir les vues panoramiques depuis la voie communale en balcon
-  Préserver les cônes de vue sur le bourg et les covisibilités avec la Pacaudière
-  Préserver la couronne verte autour du bourg
-  Maîtriser le développement urbain dans la continuité Sud Est du bourg et du hameau des Roys
-  Sauvegarder le patrimoine archéologique
-  Veiller au respect des prescriptions de la ZPPAUP

## 2. UN PROJET QUI NE PORTE PAS ATTEINTE AUX ORIENTATIONS DU PADD DU PLU

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU se traduit par :

- La modification du zonage d'une seule parcelle

En cohérence avec le PADD dans lequel le projet de « ferme solaire » était identifié, la modification simplifiée du PLU permet d'identifier une petite parcelle (environ 1 000 m<sup>2</sup>) communale qui ne l'avait pas été à l'origine pour mener à bien un projet porté par la commune. Cette parcelle est située à proximité immédiate du puits de mine.

La modification simplifiée permet de modifier le zonage en cohérence avec le PADD.

- La modification de l'article 9 du règlement de la zone N afin de compléter la règle concernant le secteur Npv

Le projet de parc photovoltaïque (ferme solaire) est prévu dans le règlement du secteur Npv puisque selon le règlement, le secteur est « réservé aux installations, équipements et bâtiments techniques liés et nécessaires à la production d'énergie photovoltaïque ».

L'emprise au sol des constructions est limitée en zone naturelle (et donc dans le secteur Npv) afin de préserver les caractéristiques de la zone.

La modification simplifiée doit permettre à la commune de lever toute interprétation possible du règlement en permettant les constructions et installations liées à des installations d'énergies renouvelables sans contrainte sur leur emprise au sol.

# LA MODIFICATION DU ZONAGE

---

La modification simplifiée n°1 du PLU entraîne une modification de zonage : la parcelle B 141 est classée en secteur Npv.

La parcelle appartient à la commune qui souhaite développer sur cette parcelle et la 142, un projet de parc photovoltaïque.

Ce projet prend en compte le risque minier existant sur une partie de ce secteur.

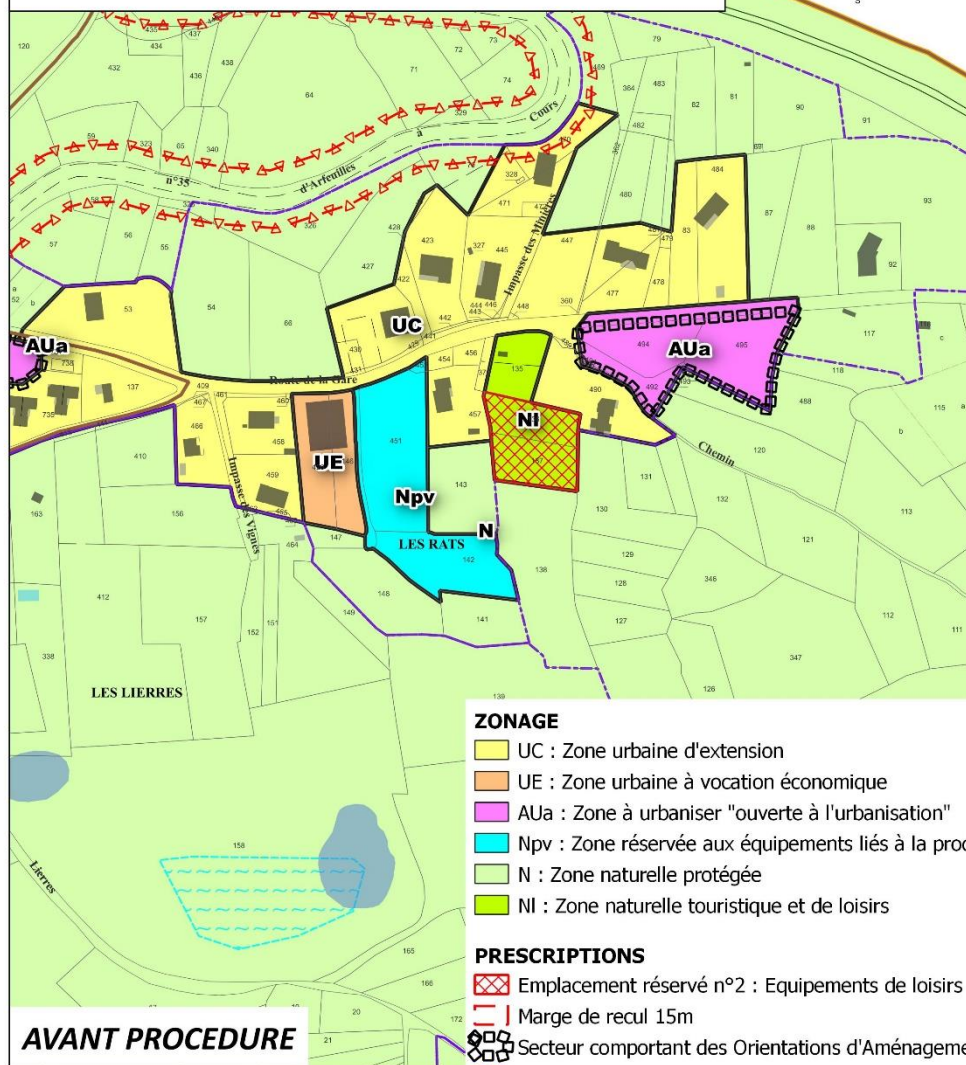
C'est la seule évolution de zonage de la procédure de modification simplifiée.



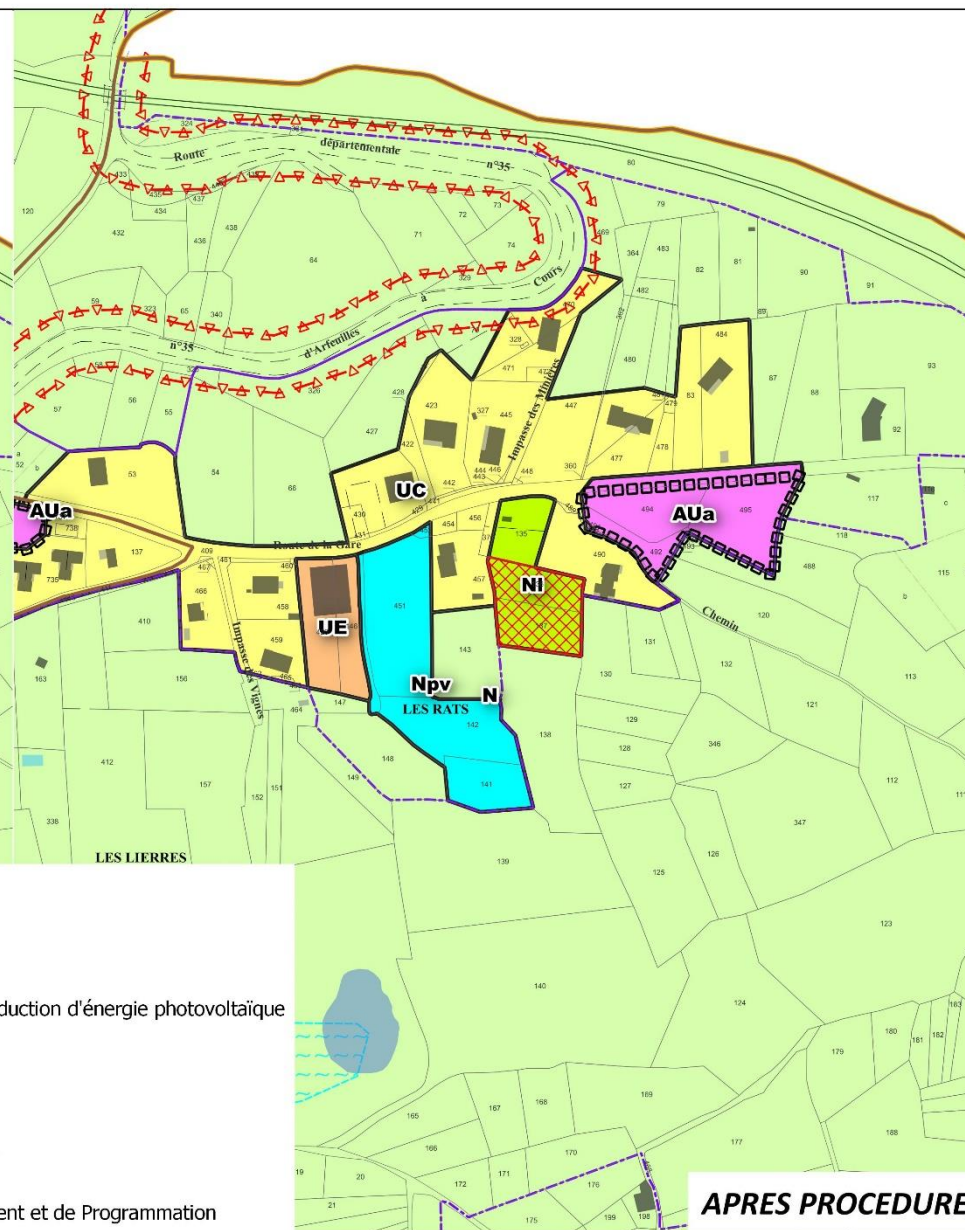


Commune du CROZET

## MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2



AVANT PROCEDURE



APRES PROCEDURE

REALITES Urbanisme et Aménagement  
34, Rue Georges Plasse - 42300 Roanne  
Tél : 04 77 67 83 06 info@realites-be.fr  
www.realites-be.fr



# L'ÉVOLUTION DES SUPERFICIES

Les modifications de superficie concernent uniquement la zone naturelle et son secteur Npv. La superficie de la zone naturelle diminue de 1 100 m<sup>2</sup> au profit du secteur Npv.

La zone et les secteurs agricoles, les zones urbaines et la zone à urbaniser n'évoluent pas.

Zones du PLU	Surfaces du PLU actuel, en ha (calculées sous SIG)	Surfaces du PLU modifié, en ha (calculées sous SIG)	Evolution (ha)
<b>Zones urbaines</b>	<b>7,45</b>	<b>7,45</b>	-
UB	3,55	3,55	-
UC	2,88	2,88	-
UH	0,80	0,80	-
UE	0,23	0,23	-
<b>Zones à urbaniser</b>	<b>0,91</b>	<b>0,91</b>	-
AUa	0,91	0,91	-
<b>Zones agricoles</b>	<b>899,19</b>	<b>899,19</b>	-
A	899,09	899,09	-
Ah	0,10	0,10	-
<b>Zones Naturelles</b>	<b>438,31</b>	<b>438,31</b>	-
N	437,03	436,92	-0,11
Nh	0,49	0,49	-
NI	0,29	0,29	-
Npv	0,50	0,61	+0,11
<b>TOTAL</b>	<b>1 345,87</b>	<b>1 345,87</b>	



# LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT

La procédure de modification simplifiée du PLU entraîne une seule modification du règlement en lien avec l'objet de la procédure, permettre le développement d'un parc photovoltaïque au sol.

Le règlement évolue afin de faire une exception dans l'article 9 de la zone N. L'emprise au sol ne sera pas règlementée pour les installations et constructions lorsqu'elles sont liées aux énergies renouvelables.

Le but est de lever toute ambiguïté possible dans le cadre de l'instruction du projet qui est porté par la commune.

L'évolution de règlement est présentée ci-dessous :

[xxxx texte ajouté]

[~~xxxx~~ texte supprimé]

## ARTICLE N 9 : EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol maximale est fixée à 30%.

Cette règle ne s'applique pas aux constructions et installations liées aux énergies renouvelables.

# INCIDENCE SUR LES CAPACITÉS D'ACCUEIL

---

La modification simplifiée du PLU ne permet pas l'évolution des zones urbanisées ou à urbaniser. L'évolution concerne une parcelle qui était initialement classée en zone N et qui est reclassée en secteur Npv, secteur déjà existant dans le PLU approuvé.

L'évolution du règlement ne concerne que la zone N et uniquement les constructions et installations liées à la production d'énergies renouvelables.

La modification simplifiée n'a pas d'incidence sur les capacités d'accueil prévue dans le PLU.

---

# PRÉ-ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

---

Les articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme relatifs à la procédure d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable ont pour objet de transposer la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

En effet, la Directive précise que le processus d'évaluation environnementale est réalisé systématiquement pour certains types de document ou dans le cadre d'un examen au cas par cas qui permet de déterminer si le plan ou programme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement à l'aide des critères pertinents fixés à l'annexe II, pour d'autres.

Elle indique que les effets notables probables sur l'environnement doivent être envisagés « ...y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs » Annexe I, f) de la Directive 2001/42/CE. Elle précise que pour les effets notables probables sur l'environnement, il « faudrait inclure ici les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs ».

La directive est interprétée à la lumière du principe de précaution, qui est l'un des fondements de la politique de protection d'un niveau élevé poursuivie par l'Union européenne dans le domaine de l'environnement. Un projet de plan ou programme est considéré comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement lorsque, en raison de sa nature, s'il risque de transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs d'environnement, tels que la faune et la flore, le sol ou l'eau, indépendamment de ses dimensions. L'évaluation doit être réalisée dès qu'il existe une probabilité ou un risque que l'acte ait de tels effets. Il est considéré qu'un tel risque existe dès lors qu'il ne peut être exclu, sur la base d'éléments objectifs, que le projet, plan ou programme, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (cf. CJUE, 31 mai 2018, Commission/Pologne, C-526/16, points 65, 66 et 67).

Cette auto-évaluation a pour objectif de démontrer l'absence d'incidences sur l'environnement « au regard des critères de l'annexe II » de la directive. Cette annexe énonce que les critères qui permettent de déterminer l'ampleur probable des incidences comprennent notamment les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée (annexe II 2).

## 1. PRESENTATION DU PROJET

La procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Crozet porte sur :

- La modification du zonage : la parcelle B 141, initialement classée en zone N est reclassée en secteur Npv ;
- La modification de l'article N9 du règlement : l'emprise au sol ne sera pas règlementée pour les installation et constructions lorsqu'elles sont liées aux énergies renouvelables.

La modification simplifiée ne modifie aucun autre élément du PLU.

## 2. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

Le territoire de Le Crozet n'est pas concerné par la présence d'un site Natura 2000 sur la commune.

Le site Natura 2000 mis en place par la **Directive Habitats** le plus proche, se situe sur la commune de Saint-Forgeux-Lespinasse à environ 7 km du projet nécessitant une modification simplifiée du PLU. Il s'agit du site FR8201764, **Bois de Lespinasse, de la Benisson-Dieu et de la Pacaudière**, situé sur les communes de Noailly, Saint-Forgeux-Lespinasse et Vivans. La Zone Spéciale de Conservation a été créée par arrêté le 17 octobre 2008.

La forêt de Lespinasse constitue le seul grand ensemble de forêts de plaine (chênaie-charmaie) du département de la Loire qui soit comparable, par sa structure, aux forêts de l'Allier ou à celles du bassin parisien.

Les étangs de Boutelière et des Pierrards, ainsi que les mares sont quelques sites particuliers intéressants pour certaines espèces remarquables.

Ce site appartenant pour une grande partie au Conseil Départemental de la Loire assure d'une part un rôle de production de bois d'œuvre de qualité par des techniques sylvicoles respectueuses de l'environnement, d'autre part un rôle de sensibilisation du public par l'accueil et la découverte de l'écosystème forestier.

Le site Natura 2000 mis en place par la **Directive Habitat** le plus proche, se situe sur la commune d'Artaix, à environ 15 km du projet nécessitant la réalisation de la modification simplifiée du PLU. Il s'agit du site FR2612002 **Val de Loire bocager**, situé entre le département de l'Allier et celui de Saône-et-Loire. La Zone de Protection Spéciale a été créée par arrêté le 25/11/2021.

La Loire constitue un axe de migration, d'hivernage et de reproduction privilégié. La zone montre une grande diversité d'habitats linéaires, juxtaposés ou en mosaïque particulièrement intéressant pour l'avifaune. La qualité des milieux et la diversité des habitats constituent des atouts importants pour de nombreuses espèces d'oiseaux que ce soit lors des migrations (axe migratoire de première importance : canards, limicoles, échassiers), de l'hivernage (Oies) ou de la reproduction.

### Incidence sur projet :

La carte ci-après localise la commune et le projet par rapport aux sites du réseau Natura 2000 les plus proches.

Elle montre bien que le projet n'a pas d'incidence notable sur des sites Natura 2000 dont le plus proche est situé à plus de 7 km.



## Les protections et zonages environnementaux - Sites Natura 2000



### 3. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES ZONES HUMIDES

#### **Inventaire des zones humides du Département de La Loire**

Le Département de la Loire a réalisé une grande étude sur les zones humides. Cet inventaire, mené dans le cadre du SAGE Loire en Rhône-Alpes et du Schéma Départemental des Milieux Naturels, a été validé par la Commission Locale de l'Eau du SAGE en juillet 2015. Il a été réalisé grâce à un binôme de compétences : le Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes, assistant technique du Département et le Bureau d'étude CESAME, qui a réalisé les campagnes d'inventaire de terrain. Le territoire inventorié englobe l'ensemble du département et le périmètre du SAGE soit près de 400 communes pour environ 5 400 km<sup>2</sup>.

Seules les zones humides de plus de 1 hectare ont été recensées. Elles sont de différentes natures : des tourbières, des ripisylves, des étangs, des prairies humides... Une visite de terrain, sur chacune d'elles, a permis de les cartographier, d'en connaître l'état de conservation, le fonctionnement, de leur affecter un niveau de menace et d'estimer leur potentiel de restauration.

Sur le territoire de Le Crozet, six zones humides de plus de 1 hectare ont été recensées. Elles sont identifiées dans le PLU et protégée par les règles qui s'appliquent.

Elles représentent une superficie totale d'environ 60,6 hectares (surfaces SIG) et sont disséminées sur le territoire communal. La zone la plus importante est située le long de la Jussienne.

*Extrait du rapport de présentation :*

**Cette identification sur le document graphique est reprise dans les dispositions générales du règlement qui imposent soit le maintien de ces éléments, soit la mise en place de mesures compensatoires en cas d'aménagement pouvant avoir une incidence sur ces éléments de patrimoine.**

La procédure de modification simplifiée du PLU ne modifie pas ces dispositions.

La parcelle concernée par le changement de zonage est située à plus de 100 mètres de la zone humide repérée la plus proche.

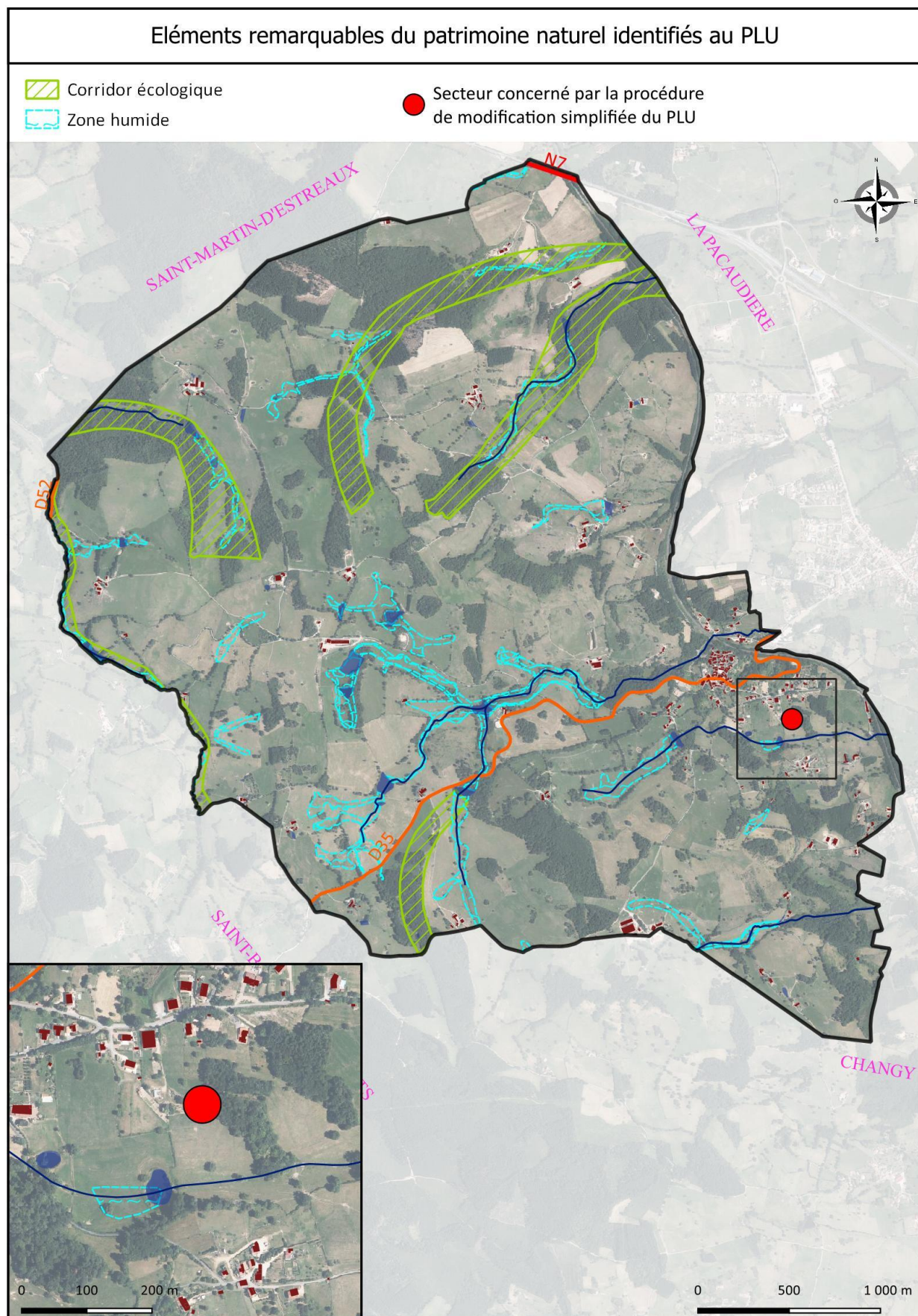
La modification simplifiée ne générera aucun travaux ou aménagement sur la parcelle dans laquelle est située la zone humide.

Cette modification simplifiée n'aura pas d'incidences notables sur les secteurs humides.

#### **Incidence sur projet :**

La procédure de modification simplifiée du PLU n'entraînera pas d'incidence notable sur les zones humides.





Le PLU protège les secteurs humides en les classant en zone naturelle pour celles situées à proximité des cours d'eau et en zone agricole pour celles situées au sein de l'espace agricole et en réglementant les systèmes d'assainissements sur l'ensemble du territoire.

## 4. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE

### 4.1. LES ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

**Le territoire de Le Crozet n'est pas concerné par la présence de ZNIEFF de type I ou II sur la commune.**

#### 4.1.1. Les ZNIEFF de type I à proximité

Les deux ZNIEFF de type I les plus proches sont situées sur la commune de La Pacaudière, à environ 3 km du secteur du projet, il s'agit de la ZNIEFF de type I « Etangs de la Borde » (Id national : 820032318) et de la ZNIEFF de type I « Etangs de Corée » (Id national : 820032329).

Ces deux ZNIEFF d'une superficie de 35,25 hectares pour l'Etang de la Borde et de 17,72 hectares pour l'Etang de Corée sont situées au Nord-Ouest du département de la Loire, dans un paysage vallonné caractérisé par un bocage encore typique, dans une zone riche en étangs dont le fonctionnement diffère légèrement de ceux du Forez. Ces plans d'eau s'inscrivent dans de petits vallons ; ils ont été créés de la main de l'homme par édification d'une digue entravant un petit cours d'eau : ce sont des sortes de retenues collinaires. Les étangs de la Borde et de Corée font partie de cet ensemble. Sur ce secteur se rencontre une flore intéressante notamment sur les plages sablonneuses où se développent des formations très particulières composées de petites plantes rares. Ces milieux correspondent au groupement végétal dénommé Nanocyperion. On y trouve le Scirpe ovale, espèce protégée en région Rhône-Alpes, et présente dans une quinzaine de stations seulement dans la Loire. L'avifaune se compose d'anatidés comme le Fuligule milouin mais aussi des Sternes pierregarin et naine qui peuvent être observées sur cette zone. L'intérêt naturaliste du secteur reste néanmoins avant tout lié à la richesse en libellules de ces étangs alimentés par de petits cours d'eau. On peut ainsi observer des espèces typique des eaux courantes aux côtés d'espèces inféodées aux eaux stagnantes. Deux espèces remarquables, l'Agrion de mercure et l'Agrion orangé, flânent en compagnie de la Libellule écarlate et de l'Orthétrum brun. Si l'Agrion de mercure est bien présent dans les autres départements de la région Rhône-Alpes (notamment dans l'Ain), l'Agrion orangé y est relativement rare. Dans le département de la Loire, il n'était jusqu'alors connu que dans quelques localités des hautes Gorges de la Loire. Sa présence, confirmée sur cette zone, est d'autant plus surprenante que cette espèce a des affinités méditerranéennes.

#### 4.1.2. Les ZNIEFF de type II à proximité

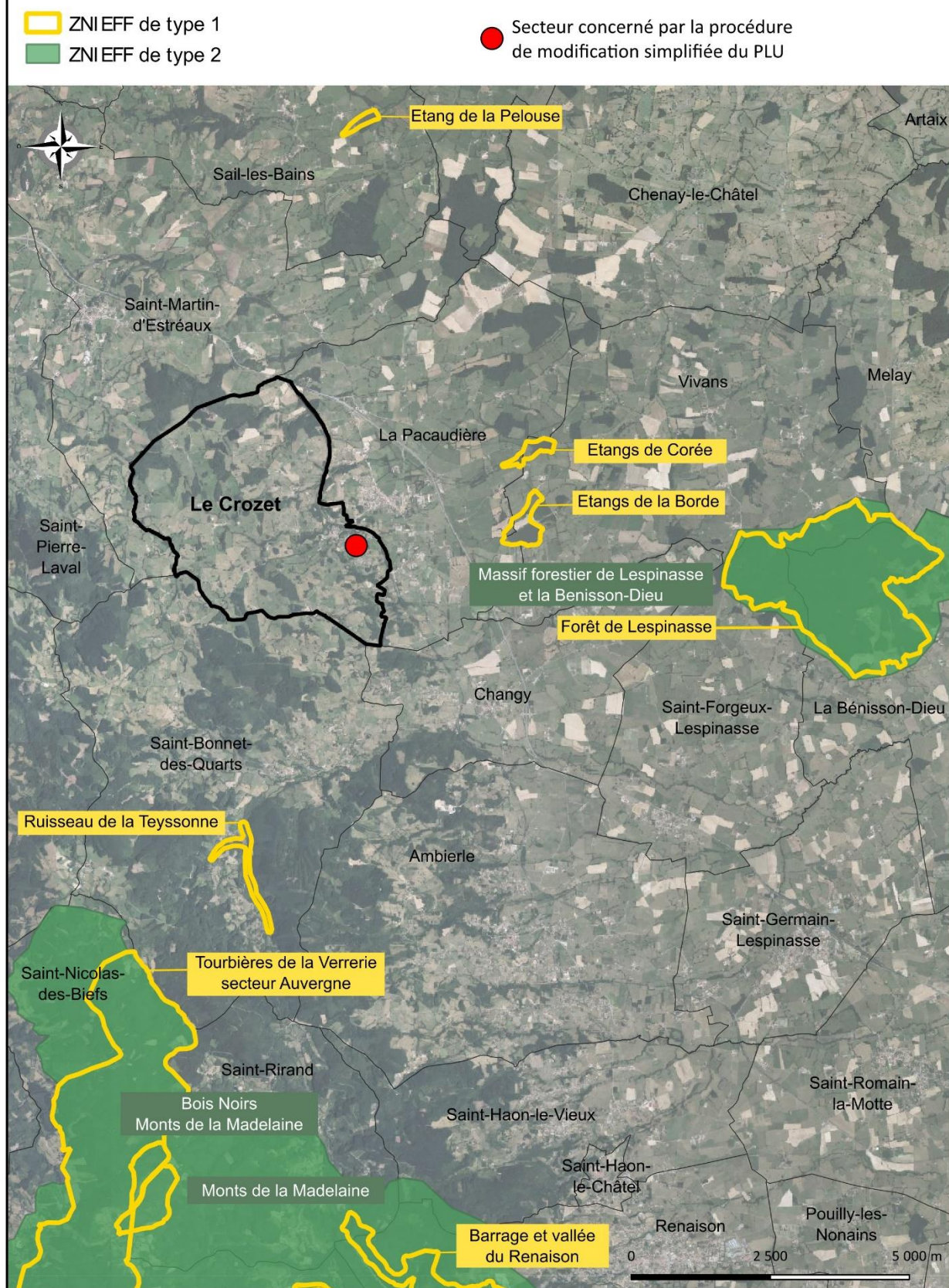
La ZNIEFF de type II la plus proche est située, à environ 6,5 km, sur les communes de Noailly, La Bénisson-Dieu, Briennon, Mably, Saint-Forgeux-Lespinasse, Vivans et Melay. Il s'agit du « Massif forestier de l'Espinasse et la Benisson-Dieu » (Id national : 820032337).

Ce massif constitue, à proximité du Bourbonnais, le seul grand ensemble régional de chênaies de plaine, comparables à celles du centre de la France ou du Bassin parisien. Cette particularité se reflète en particulier à travers la composition floristique du massif. Les diverses unités du massif diffèrent néanmoins en partie, du fait de leur mode de gestion sylvicole. La forêt domaniale de Briquelandière constitue ainsi un grand ensemble homogène traité en futaie régulière. Au contraire, certains secteurs des bois de Joux et Bulatière gardent l'aspect d'un taillis sous futaie, et montrent une certaine hétérogénéité. Ils sont aussi beaucoup plus morcelés et les nombreuses lisières présentent un intérêt naturaliste. Le bocage dense qui entoure ces boisements a été également partiellement pris en compte ici. En matière de flore, la présence de certaines espèces remarquables est liée à la présence de zones humides (Petite Scutellaire, Utriculaire commune). Ce massif est intéressant pour la grande faune (bien que le Cerf élaphe en reste absent), ainsi que pour les chiroptères. Il présente une avifaune très intéressante (Huppe fasciée, Pic mar, probablement Aigle botté...), et reste propice aux amphibiens (crapaud Sonneur à ventre jaune, Triton crêté...). Le zonage de type II traduit les multiples interactions existant au sein de cet ensemble, dont l'échantillon le plus représentatif en termes d'habitats ou d'espèces remarquables est retranscrit par une zone de type I étendue. Il souligne particulièrement les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales, en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour de multiples espèces, dont celles précédemment citées. L'ensemble présente par ailleurs un intérêt biogéographique, compte-tenu de la faible représentation régionale des ensembles forestiers de ce type.

La carte ci-après permet de localiser les ZNIEFF par rapport à la commune et au projet.



## Les protections et zonages environnementaux - ZNIEFF

**Incidence sur projet :**

Au regard de la modification du zonage qui ne concerne qu'une seule parcelle et de la situation des ZNIEFF les plus proches, la procédure de modification simplifiée n'entraînera aucune d'incidence notable sur la conservation des éléments caractérisant les ZNIEFF.

## 4.2. LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET) ET SA TRAME VERTE ET BLEUE

Le SRADDET a été approuvé par le Conseil régional en Décembre 2019 et est opposable aux documents de planification depuis son approbation par le Préfet de Région par arrêté du 10 Avril 2020. Ce document fixe des objectifs à horizon 2030, notamment en matière de biodiversité, à l'échelle régionale. Le SRADDET a pour objectif la préservation et la restauration des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, pour assurer une meilleure connectivité des milieux.

Il est en cours de modification pour intégrer, notamment, les objectifs de la loi dite Climat et Résilience d'août 2021.

Il n'identifie ni corridor écologique, ni réservoir de biodiversité à préserver sur la commune.

Les règles suivantes s'appliquent sur la commune de Le Crozet, en matière de biodiversité :

- Préserver les continuités écologiques en évitant leur urbanisation,
- Préserver la trame bleue : seul le ruisseau de Monvernay est repéré comme cours d'eau de la trame bleue, les zones humides de l'inventaire départemental,
- Préserver les milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité : les espaces agricoles et boisés qui couvrent l'essentiel de la commune sont des espaces perméables relais.

La procédure de modification simplifiée du PLU concerne le classement d'une parcelle en secteur Npv. La parcelle n'est pas concernée par la présence d'enjeux écologiques identifiés dans le SRADDET.

Le projet n'a pas d'incidence sur les objectifs de préservation de la Trame Verte et Bleue du SRADDET.

Les règles actuelles de préservation des zones naturelles n'évoluent pas. Une règle est ajoutée à l'article 9 de la zone naturelle pour exempter de limitation d'emprise au sol uniquement les constructions et aménagements liés aux énergies renouvelables.

### **Incidence sur projet :**

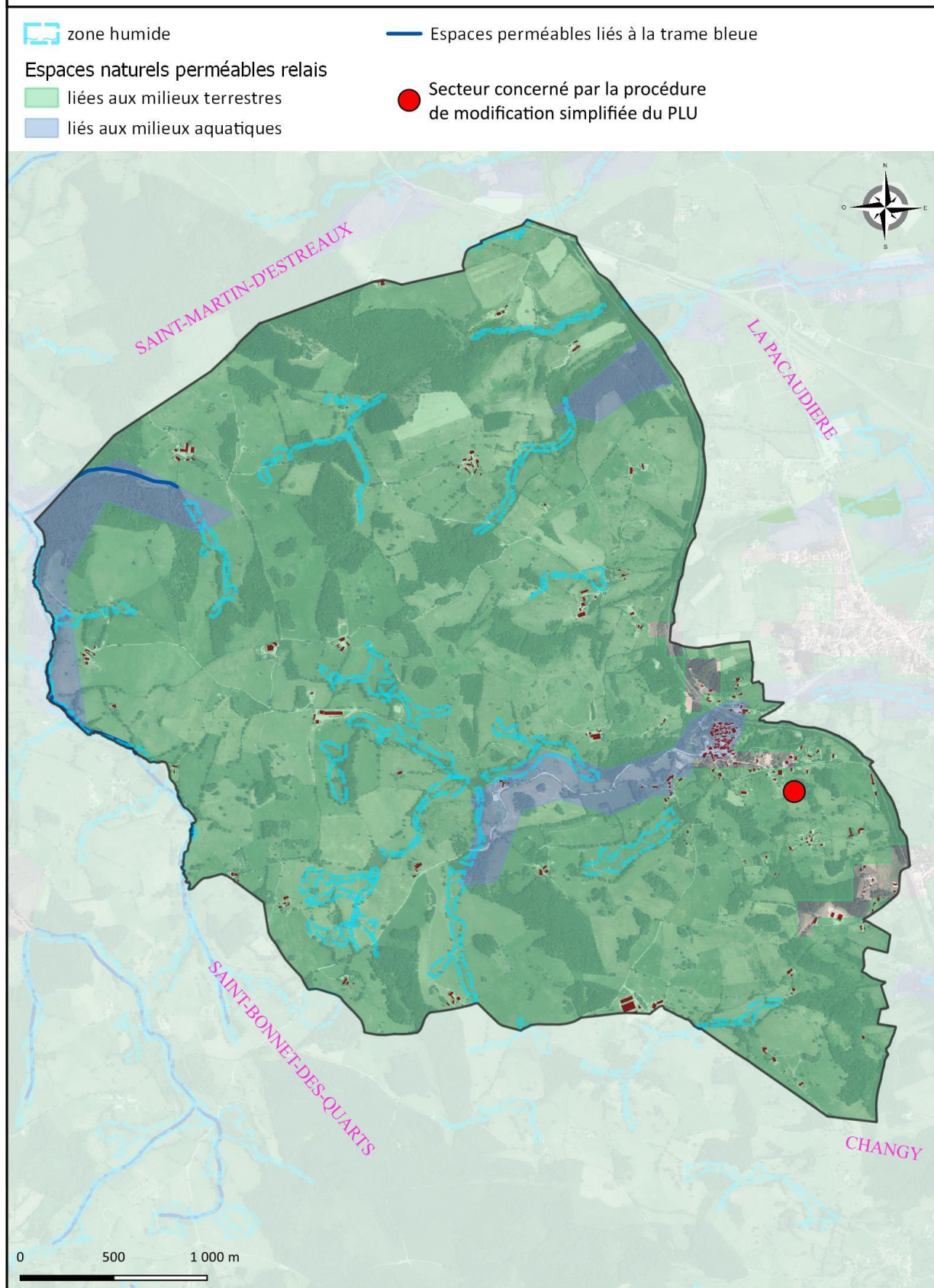
La procédure de modification simplifiée du PLU doit permettre le développement d'un parc photovoltaïque au sol sur une parcelle qui ne présente pas d'enjeu au regard du SRADDET.

La procédure de modification simplifiée du PLU peut avoir de faibles incidences sur les espaces naturels perméables du SRADDET. Cependant ces dernières sont difficilement appréhendables et mesurables.

Par ailleurs, la procédure est compatible avec la « Règle 29 – Développement des énergies renouvelables » du SRADDET.



## Trame Verte et Bleue du SRADET et modification simplifiée du PLU



### 4.3. LE SCOT DU ROANNAIS

#### **Prescriptions concernant les espaces agricoles, naturels et forestiers :**

Les documents d'urbanisme doivent modérer la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers afin de préserver un cadre verdoyant, garant de la perméabilité du territoire.

Concernant les boisements, il convient de les préserver mais également de créer les conditions de leur bonne gestion. En fonction du type d'espaces et de paysages, il est nécessaire de conserver des espaces ouverts et de limiter les boisements en « timbre-poste » en privilégiant la constitution de massifs de surfaces suffisantes permettant notamment une gestion et une mutualisation des moyens d'exploitation favorables à leur bon état de conservation.

Pour accompagner le développement de la filière bois, les documents d'urbanisme doivent protéger les parcelles qui ont bénéficié d'investissements pour valoriser leurs productions ainsi que les parcelles de production bénéficiant de labels de qualité.

Concernant les haies, il convient de les identifier et de protéger les linéaires de haies dont la préservation sera jugée opportune dans le diagnostic au regard des enjeux liés à la biodiversité, au maintien et développement de l'activité agricole.

#### **Prescriptions concernant les espaces forestiers :**

Les documents d'urbanisme doivent donc selon les cas, veiller à préserver les boisements mais également favoriser leur gestion et leur circonscription dans une perspective agricole, paysagère et environnementale.

La gestion des espaces boisés, en fonction du type d'espaces et de paysages, doit être assurée en veillant à conserver des espaces ouverts et à limiter les boisements en « timbre-poste » en préférant la constitution de massifs de surfaces suffisantes pour une gestion et une mutualisation des moyens d'exploitation.

#### **Prescriptions concernant la trame bleue :**

En zone non urbaine, les documents locaux d'urbanisme préservent les emprises non bâties le long des cours d'eau en les rendant inconstructibles sur un espace minimum de 20m de part et d'autre des berges.

En zone urbaine, les documents d'urbanisme prévoient la création d'emprises non constructibles le long des cours d'eau dans le cadre de projets urbains afin d'assurer une continuité des milieux écologiques et une valorisation de ceux-ci. Dans ces secteurs cette protection peut être réduite à 10m de part et d'autre des berges.

Ceci se fera en fonction notamment :

- De la configuration du site (topographie, ripisylves et couverture végétale, éléments bâtis lorsqu'ils existent),
- Des zones inondables identifiées.

L'ensemble de ces espaces pourra faire l'objet d'une utilisation mesurée à des fins de loisirs et tourisme vert ou encore dans le cadre de projets visant à valoriser et ouvrir au public les milieux naturels. Ces activités doivent toutefois être compatibles avec la protection contre le risque d'inondation, avec le fonctionnement des écosystèmes et la préservation de la ressource en eau.

#### **Prescriptions concernant les coupures vertes :**

De manière générale, les documents d'urbanisme doivent préserver les axes structurants de l'urbanisation linéaire, afin de garantir des ouvertures paysagères. Dans ce cadre, il est nécessaire de préserver les coupures vertes cartographiées dans les documents graphiques du DOO du SCOT qui doivent être retranscrites dans ces documents.

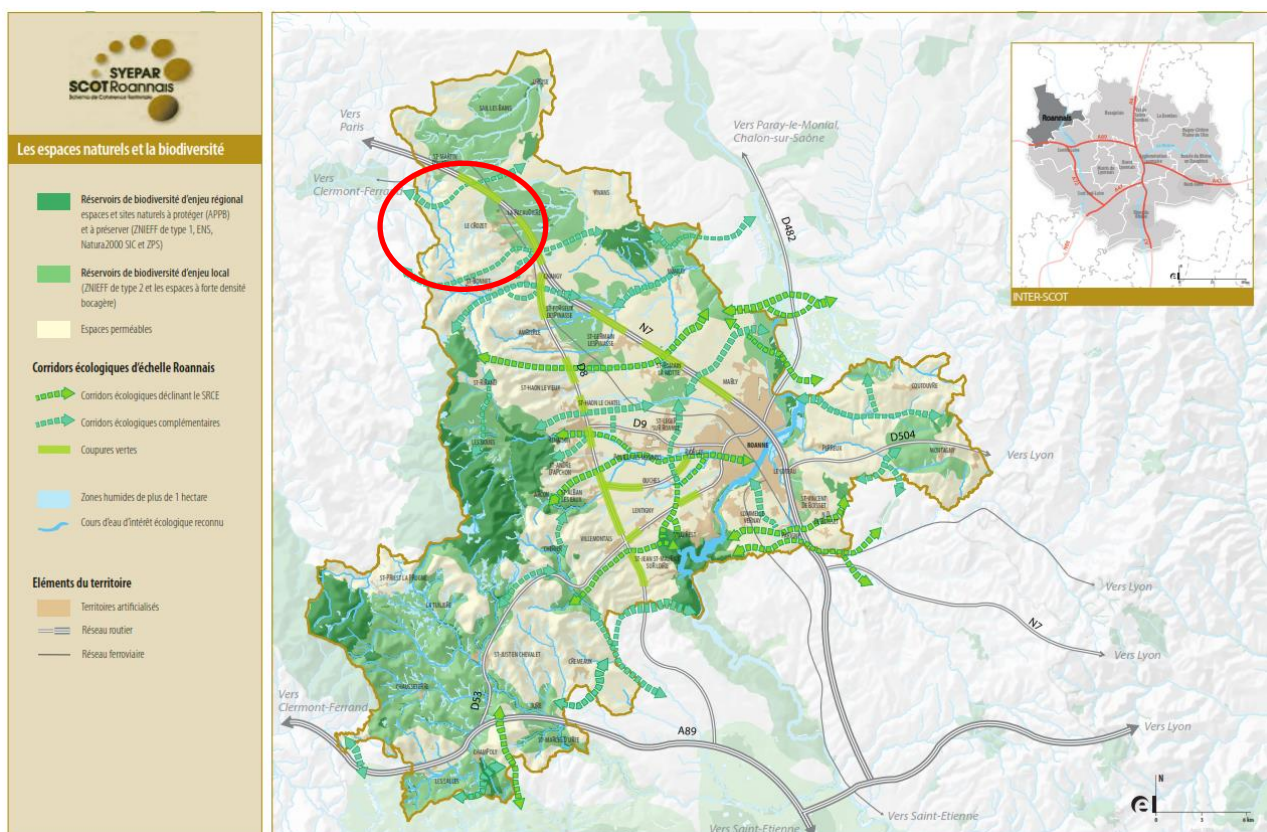
Des limites d'urbanisation et coupures d'urbanisation inter-hameau ou inter-villages marquent des coupures vertes plus fines non retranscrites dans le SCOT mais qui doivent aussi être préservées. Elles seront définies plus précisément dans les documents d'urbanisme des communes.

Les coupures vertes sont définies au regard des enjeux paysagers, du maintien des corridors écologiques mais aussi du maintien de la viabilité des exploitations et des espaces agricoles.

Leur taille doit être appréciée au niveau de chaque territoire communal en fonction de la qualité des perceptions visuelles qu'elles procurent et des spécificités de l'organisation du bâti. Sur ces espaces-tampon, l'usage agricole est à privilégier.



Dans le cas d'une « (re)création de coupure verte, celle-ci doit prendre appui sur des éléments naturels existants du paysage (ancienne ripisylve, boisement, zone humide...) et porter une fonction d'intérêt collectif si possible (récupération du bois pour la commune, espace récréatif, maintien de la ressource en eau...).



Source : DOO du SCoT révisé en octobre 2017

#### Zoom sur la commune

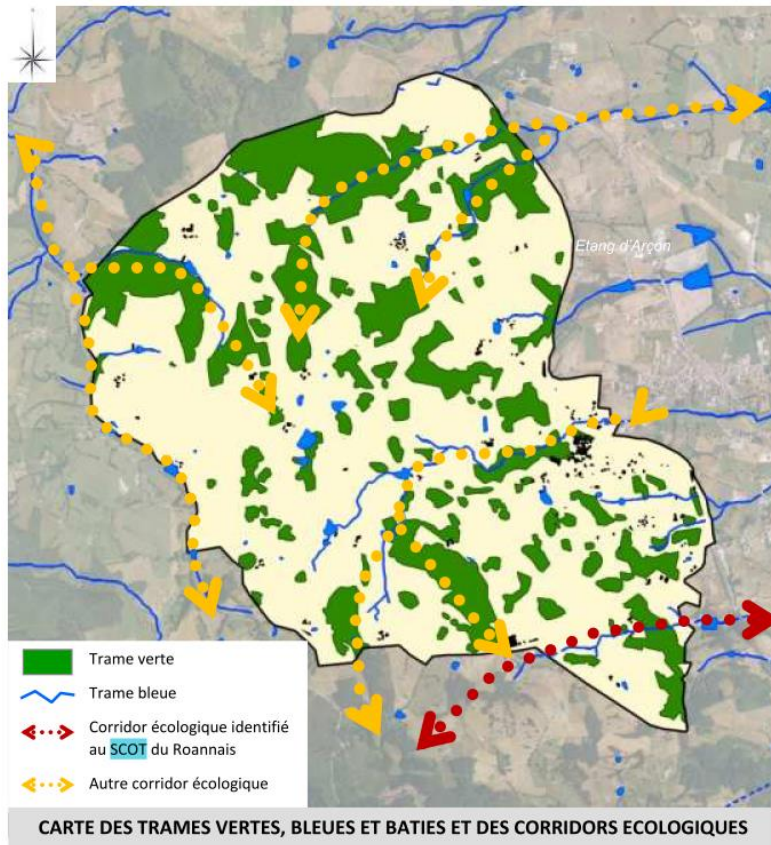


Sur Le Crozet et ses abords, le SCoT défini :

- Un espace perméable (beige) correspondant aux espaces naturels perméables du SRADDET,
- Un corridor écologique au Sud du territoire,
- Une coupure verte le long de la RN7,
- Des cours d'eau d'intérêt écologique reconnu.

Le PLU a traduit les orientations du SCoT en matière de Trames Vertes et Bleues et les a complété en ajoutant les trames de la commune, notamment les espaces boisés (préservés par un zonage naturel) et la Trame Bleue locale.

Extrait du rapport de présentation du PLU :



#### **Incidence sur projet :**

La procédure d'évolution du PLU ne modifie pas le zonage et les prescriptions traduisant la prise en compte du SCoT du Roannais dans le PLU.

Par ailleurs le SCoT du Roannais intègre les éléments environnementaux décrits précédemment.

La modification simplifiée du PLU n'entraîne pas de dégradation de la prise en compte de l'environnement et de la déclinaison de la trame verte et bleue locale.

## 5. ANALYSE DES INCIDENCES SUR L'AIR, L'ENERGIE ET LE CLIMAT

Le Crozet n'est pas compris dans un territoire concerné par « une feuille de route de la qualité de l'air ».

Dans le cadre d'un document d'urbanisme, les principaux polluants atmosphériques traités sont les oxydes d'azote (NOX), les particules fines en suspension (PM10 et PM2.5), l'ozone (O3), les composés organiques volatiles non méthaniques (COVNM) et l'ammoniac (NH3) ainsi que le dioxyde de soufre (SO2).

Grâce à des mesures de l'air à de nombreuses stations intégrées à différentes variables (émission de polluants, topographie, météorologie, chimie atmosphérique...), des modélisations déterministes (pas probabilistes) permettent d'estimer les différentes valeurs de pollution de l'air dans un territoire dépourvu de station de mesures (par exemple, données annuelles par commune). Ces analyses sont réalisées par Atmo Auvergne-Rhône-Alpes.

A Le Crozet, à l'échelle de la commune, en 2021, les valeurs limites de la directive européenne ne sont pas dépassées pour ces différents polluants.

### Valeurs repères - Le Crozet

Année 2022 <span></span>					
Le tableau ci-dessous précise les valeurs minimales, maximales et moyennes relatives aux zones habitées de la commune afin d'être en lien avec les valeurs réglementaires des principaux polluants, définies pour la protection de la santé.					
Ces statistiques sont calculées à partir de la modélisation fine échelle. Les cartes associées sont consultables <a href="#">ici</a>					
Polluant	Paramètre	Valeur min	Valeur moyenne	Valeur max	Valeur réglementaire à respecter
Dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> )	Moyenne annuelle	7	8	9	valeur limite annuelle : 40 µg/m³
Ozone (O <sub>3</sub> )	Nb J > 120 µg/m³/8h (sur 3 ans)	3	3	5	valeur cible santé - 3 ans : 25 j
Particules fines (PM <sub>10</sub> )	Moyenne annuelle	11	12	13	valeur limite annuelle : 40 µg/m³
	Nb J > 50 µg/m³	0	0	0	valeur limite journalière : 35 j
Particules fines (PM <sub>2,5</sub> )	Moyenne annuelle	8	8	9	valeur limite annuelle : 25 µg/m³

Lors de l'élaboration du PLU de Le Crozet, la Communauté d'Agglomération était dotée de son premier Plan Climat Energie Territorial (PCET) sur la période 2009-2014. Le PLU intègre donc les prescriptions de ce PCET.










Depuis, un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) pour la période 2020-2026 avec ambition TEPOS a été réalisé.



## Extrait de la synthèse du PCAET :

Le tableau suivant présente la synthèse des principaux enjeux sur le territoire sur la base des éléments de l'état initial de l'environnement réalisé dans le cadre de l'EES du PCAET. Il met en évidence (3<sup>ème</sup> colonne) la prise en compte de ces enjeux en précisant les principaux objectifs et actions du PCAET qui les adressent.

Tableau 2 : Éléments du programme d'actions répondant aux enjeux du territoire

	Principaux enjeux et menaces identifiés sur le territoire	Prise en compte des enjeux dans le PCAET
 <b>Ressource en eau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Qualité de l'eau variable selon les cours d'eau (phosphores, nitrates et pesticides) ; les affluents rive droite de la Loire sont particulièrement touchés</li> <li>Nombreux plans et cours d'eau touchés par le phénomène d'eutrophisation</li> <li>Dégradation morphologique des cours d'eau marquée (notamment sur la Loire en lien avec les aménagements anthropiques depuis le 19<sup>ème</sup> siècle)</li> <li>Ressource en eau souterraine peu abondante du fait du contexte géologique (essentiel de la ressource contenu dans les alluvions de la Loire)</li> <li>Dépendance à la ressource superficielle pour les prélèvements</li> <li>Nappe alluviale très sensible aux pollutions d'origine superficielle (pollution industrielle, domestique et agricole)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Axe 6 :</b> Réaliser des économies d'énergie, développement des EnR, maîtriser les émissions polluantes et favoriser la prise en compte de l'adaptation au CC dans les différents secteurs économiques</li> <li><b>Action 24 :</b> Accompagner les agriculteurs de l'agglomération dans la transition énergétique et climatique</li> </ul>
 <b>Qualité de l'air</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Qualité de l'air relativement bonne sur le territoire comparée aux agglomérations voisines (Lyon, Saint-Etienne...)</li> <li>Mais dépassements fréquents des valeurs recommandées par l'OMS pour la protection de la santé concernant les PM10 et l'ozone</li> <li>Principaux contributeurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>Secteur résidentiel (particules fines, dioxyde de soufre, COVNM, oxydes d'azote...) en lien principalement avec les modes de chauffage et les appareils utilisés</li> <li>Transport routier (oxydes d'azote, particules fines...) en lien avec la combustion des carburants et l'abrasion des pneus et des freins dans une moindre mesure</li> <li>Industrie (COVNM, particules fines et oxydes d'azote,...) en lien avec l'extraction de matériaux dans les carrières, l'utilisation de solvants, les modes de combustion et de chauffage...</li> <li>Agriculture (ammoniac, particules fines...) en lien avec les effluents d'élevage, l'utilisation des produits fertilisants azotés, les travaux au champs et l'utilisation d'engins agricoles...</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Action 2 :</b> Soutenir la rénovation du patrimoine public des communes</li> <li><b>Axe 4 :</b> Préparer la mobilité de demain en préservant la qualité de l'air</li> <li><b>Axe 6 :</b> Réaliser des économies d'énergie, développement des EnR, maîtriser les émissions polluantes et favoriser la prise en compte de l'adaptation au CC dans les différents secteurs économiques</li> </ul>
 <b>Milieux naturels et biodiversité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présence d'une grande diversité de milieux pouvant accueillir de nombreuses espèces, remarquables ou plus « ordinaire »</li> <li>Nombreuses zones humides</li> <li>Un patrimoine naturel reconnu : 4 zones Natura 2000, 1 ZICO, 1 zone d'arrêté de protection du biotope, 5 ZNIEFF de type II, plus d'une vingtaine de ZNIEFF de type I et de nombreuses ENS notamment en bord de Loire</li> <li>Sites et espaces naturels menacés par l'activité humaine : utilisation de biocides/hormones/produits chimiques, pollution des eaux, zones urbanisées, habitations, routes/autoroutes/véhicules motorisés, extraction de matériaux, loisirs divers, pollution des sols, déprise agricole, activités forestières, activités de loisirs dans les zones protégées, lignes électriques, développement de plantes envahissantes...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Axe 6 :</b> Réaliser des économies d'énergie, développement des EnR, maîtriser les émissions polluantes et favoriser la prise en compte de l'adaptation au CC dans les différents secteurs économiques</li> </ul>
 <b>Continuités écologiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une trame verte diversifiée sur le territoire : boisements (forêt, bois, bosquets, haies, arbres isolés...), espaces pâturés et cultivés de façon extensive, landes et friches...</li> <li>Menacée par la fragmentation et la fermeture des milieux (artificialisation des sols, infrastructures routières, absence de zones arborées dans certaines zones, pollution lumineuse, arrachement des haies...)</li> <li>Une trame bleue bien développée sur le territoire, en lien avec les nombreuses zones humides et les cours d'eau sillonnant le territoire.</li> <li>Menacée par plusieurs facteurs : artificialisation des berges, obstacle à l'écoulement des cours d'eau, étiages sévères, développement de plantes envahissantes dans les zones humides...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Axe 6 :</b> Réaliser des économies d'énergie, développement des EnR, maîtriser les émissions polluantes et favoriser la prise en compte de l'adaptation au CC dans les différents secteurs économiques</li> </ul>
 <b>Santé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une population vieillissante (en 2015, 24.6% de la population de RA était âgée de 65 ans et plus contre 15,9% en 1990)</li> <li>Santé des habitants potentiellement impactée par la pollution de l'air ambiant mais aussi de l'air intérieur (65% des communes du territoire situées en zone de potentiel radon élevé ; nombreuses habitations chauffées par des installations au fuel ou au bois (installations anciennes))</li> <li>Impact des pollens sur la santé des individus allergiques (rhinite, asthme...) durant les périodes de pollinisation et en particulier par la présence des pollens d'ambrosie (particulièrement allergisant) entre juillet et septembre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Action 11 :</b> Organiser et développer la pratique du vélo</li> <li><b>Axe 4 :</b> Préparer la mobilité de demain en préservant la qualité de l'air</li> <li><b>Axe 6 :</b> Réaliser des économies d'énergie, développement des EnR, maîtriser les émissions polluantes et favoriser la prise en compte de l'adaptation au CC dans les différents secteurs économiques</li> </ul>
 <b>Activités humaines</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Secteur industriel ayant des spécificités (savoir-faire reconnu dans le textile, la mécanique et l'armement) et offrant des emplois en quantité sur le territoire (textile, caoutchouc, agroalimentaire...)</li> <li>Territoire qui accompagne sa mutation économique vers de nouveaux marchés (numérique, agroalimentaire, bois, ER, écologique industrielle...)</li> <li>Agriculture occupant une place importante malgré une part de l'emploi agricole diminuant. Secteur essentiellement tourné vers l'élevage bovin (viande et lait dans une moindre mesure) à mais présentant également une diversité de production (maraîchage, élevages porcins, ovins/caprins, de volailles de lapins... viticultures...)</li> <li>Agriculture biologique en pleine expansion dans différents secteurs (viticulture, élevage, maraîchage...)</li> <li>Tourisme caractérisé de passage et de proximité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Action 21 :</b> Favoriser le développement d'une économie circulaire des déchets</li> <li><b>Action 22 :</b> Accompagner les industries de l'agglomération dans la transition énergétique</li> <li><b>Action 24 :</b> Accompagner les agriculteurs de l'agglomération dans la transition énergétique et climatique</li> </ul>
 <b>Aménagement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ilots de chaleur urbain durant les périodes de fortes chaleurs principalement dans les centres-villes et en particulier à Roanne (effet limité par la présence de la Loire)</li> <li>Parc de logement énergivore et dégradé du fait de l'ancienneté du bâti (en moyenne entre 28% et 60% de logements construits avant 1946 selon les communes)</li> <li>Parc locatif social relativement ancien et potentiellement énergivore et peu accessible aux personnes à mobilité réduite</li> <li>Vacance des logements élevée (10%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Action 2 :</b> Soutenir la rénovation du patrimoine public des communes</li> <li><b>Action 9 :</b> Encourager un urbanisme durable</li> <li><b>Axe 5 :</b> Placer la rénovation du parc bâti au cœur de la stratégie énergétique et de l'adaptation du parc de logements privés</li> </ul>
 <b>Déplacement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au niveau territorial, réseau routier bien développé (RN7 constitue une voie de circulation importante)</li> <li>Au niveau régional, enclavement relatif du territoire vis-à-vis des grands axes routiers</li> <li>Prépondérance de la voiture individuelle dans les déplacements intra-territoriaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Axe 2 :</b> Optimiser les déplacements des agents et usagers des services de l'Agglomération</li> <li><b>Axe 4 :</b> Préparer la mobilité de demain en préservant la qualité de l'air</li> </ul>
 <b>Risques naturels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risque inondation important : plus de 20 communes concernées ; la ville de Roanne à la confluence de la Loire, de l'Oudan, du Renaison et du Rhins est classée depuis 2018 en risque important d'inondation</li> <li>Risque de mouvements de terrains : 23 communes</li> <li>Risquedon élevé à l'ouest, au sud et à l'extrémité est du territoire : 26 communes classées en catégorie 3</li> <li>Risque de feu de forêt sur l'ensemble du territoire</li> <li>Aléa retrait-gonflement des argiles : enjeu faible à moyen (plaine roannaise)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Axe 6 :</b> Réaliser des économies d'énergie, développement des EnR, maîtriser les émissions polluantes et favoriser la prise en compte de l'adaptation au CC dans les différents secteurs économiques</li> </ul>



La procédure de modification simplifiée du PLU permet de répondre à certains objectifs et actions principaux du PCAET. **En effet, la modification simplifiée permet le développement des énergies renouvelables, axe 6 du document.**

Par ailleurs, le PCET du Département de La Loire et de la Région Rhône-Alpes définissent des dispositions de nature à limiter la détérioration de la qualité de l'air et le changement climatique.

Le PLU est en cohérence avec ces dernières :

- il stoppe l'urbanisation diffuse, limitant ainsi l'accroissement de la circulation automobile en milieu naturel ou agricole en ne définissant aucune zone de développement urbain (AU) et une zone U autour de l'urbanisation du bourg, favorisant le recours aux modes de transports doux ;
- il limite fortement les possibilités d'urbanisation nouvelle priorisant la réhabilitation des bâtiments existants et la densification urbaine au détriment de l'étalement urbain ;
- il protège les espaces boisés.

**Incidence sur projet :**

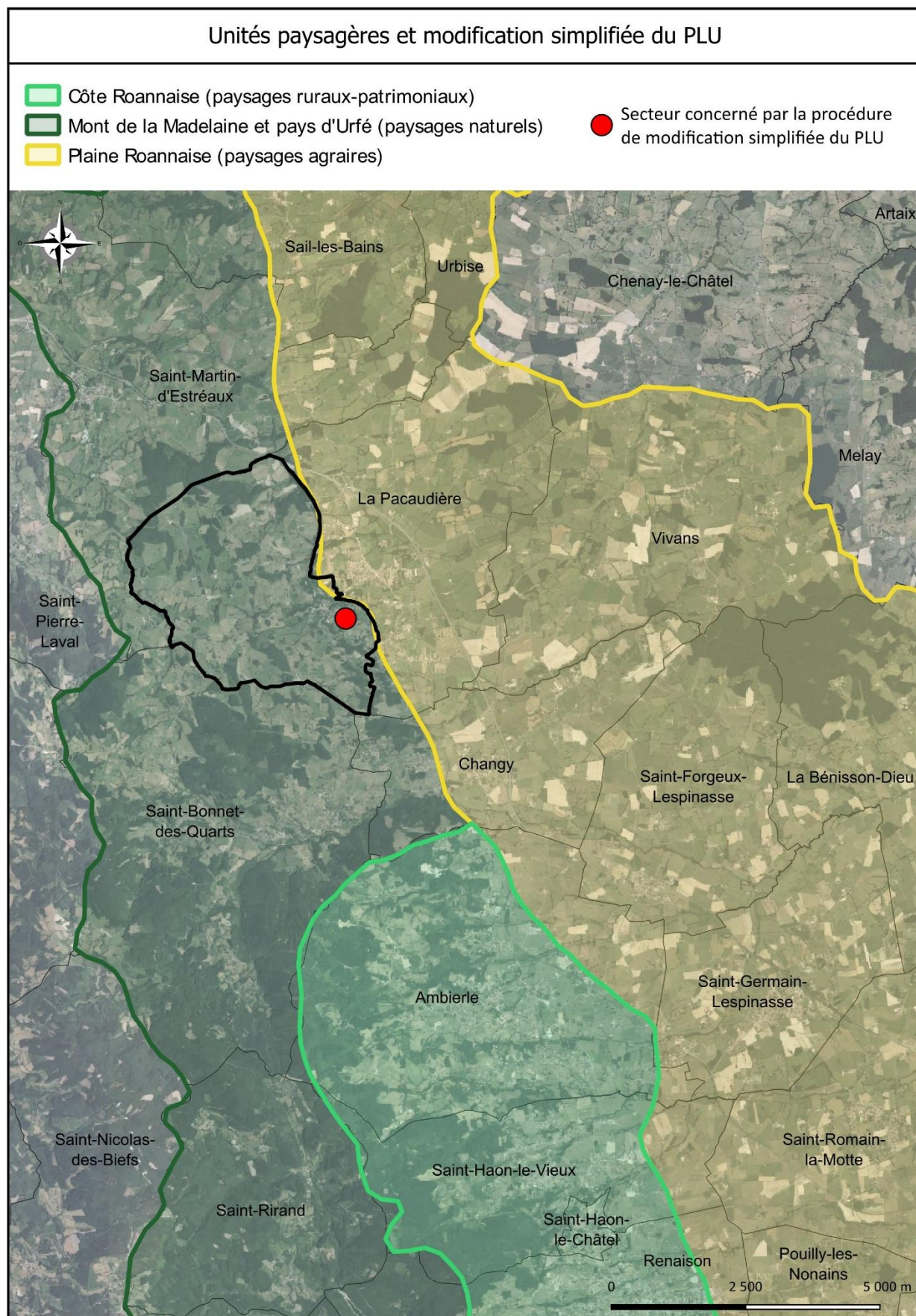
La procédure de modification simplifiée du PLU ne génère pas d'incidence notable sur la qualité de l'air, l'énergie et le climat.

Les incidences sont favorables par rapport aux enjeux énergétiques puisque la modification simplifiée permet le développement d'un projet lié aux énergies renouvelables.

L'évolution du règlement pour encadrer favorisera l'abaissement de la dépendance énergétique de la commune.

## 6. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE BATI

L'Observatoire régional des paysages de Rhône-Alpes classe le territoire du Crozet dans la **famille des paysages naturels**. Plus précisément, la commune appartient à l'unité paysagère des Monts de la Madeleine et du Pays d'Urfé. A l'Est, à partir de La Pacaudière, c'est la Plaine Roannaise avec ses paysages agraires qui compose le paysage.



La fiche de l'unité paysagère des Monts de la Madeleine et du Pays d'Urfé décrit une impression générale de « Beau territoire rural, de collines et moyenne montagne, composée tantôt de belles prairies fauchées ou pâturées, en pente, tantôt de vallées et versants plus austères et forestiers. » Elle affiche des objectifs de qualité paysagère en lien avec le patrimoine et l'intérêt touristique : « Développer le concept de patrimoine du pays d'Urfé, s'il y a matière : on ne voit pour l'instant que deux panneaux signalétiques, et après help yourself ! Le circuit du patrimoine est une très bonne idée : du fait du caractère propre des fermes, de la possibilité d'un circuit très agréable par les routes empruntées elles-mêmes, de la possibilité de prolongement gastronomique : produits fermiers, auberges. »

Avec 99,4 % du territoire classé en zone agricole ou naturelle, le PLU de Le Crozet affiche la volonté de préserver son cadre rural et son paysage.

**Incidence sur projet :**

La surface impactée par la modification simplifiée (environ 1 000 m<sup>2</sup>) n'a pas d'incidence sur la préservation du patrimoine. Une grande partie du bourg de la commune est couverte par une ZPPAUP approuvée en 2004. La préservation du patrimoine et des paysages est une priorité pour la commune.

La procédure de modification simplifiée du PLU n'a pas d'incidence notable concernant le paysage et le patrimoine bâti.

## 7. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES RISQUES ET NUISANCES

Plusieurs types de risques sont identifiés à Le Crozet :

- Séisme,
- Mouvement de terrain - Glissement de terrain,
- Transport de matière dangereuse – chemin de fer
- Retrait-gonflement des argiles
- Radon,
- Pollution des sols
- Minier
- 

Les arrêtés de catastrophe naturelle :

Libellé	Début le	Publication au journal officiel
Inondations et/ou Coulées de Boue	01/05/1983	24/06/1983
Sécheresse	01/04/2019	10/07/2020

### 7.1. LE RISQUE SEISME

L'ensemble de la commune est concerné.

La commune de Le Crozet, comme la majeure partie du département de la Loire, est classée en aléa faible.

La procédure de modification simplifiée n'a pas d'impact sur la prise en compte du risque sismique dans le PLU.

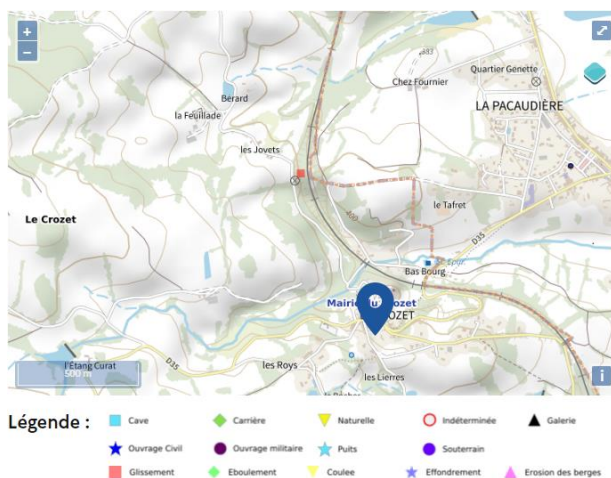
### 7.2. LE RISQUE DE MOUVEMENTS DE TERRAIN

Le Crozet est concerné par le risque mouvement de terrain par éboulement sur un secteur Est du territoire, en limite de La Pacaudière.

Un arrêté de catastrophe naturelle pour glissement de terrain est paru au journal officiel en 1983.

Ce secteur se situe en zone naturelle au PLU.

La procédure de modification simplifiée du PLU n'a pas d'impact sur la prise en compte du risque mouvement de terrain dans le PLU.



### 7.3. LE RISQUE TRANSPORT DE MATIÈRE DANGEREUSE LIÉ À LA PRÉSENCE D'UNE VOIE DE CHEMIN DE FER

La voie de chemin de fer traverse la commune et implique donc un risque.

La plupart des lignes ferroviaires transportent aussi du fret et donc aussi des marchandises dangereuses. Le département de la Loire est principalement concerné par la livraison du dépôt pétrolier de Saint-Étienne - Terrenoire, et de SNF à Andrézieux-Bouthéon, ainsi que la circulation et le stationnement de transit sur le réseau SNCF principal : Lyon - Firminy, Saint-Étienne et Lyon-Roanne puis vers le nord et Saint-Étienne - Montbrison puis vers Clermont-Ferrand. Il s'agit même du moyen de transport privilégié pour ce type de marchandises étant donné son très haut niveau de sécurité : formation des conducteurs, procédures de sécurité, automatismes et normes de conception en font le moyen de transport le plus sûr. Pour faciliter le trafic voyageur sur les lignes, le fret ferroviaire en général est transporté de nuit.

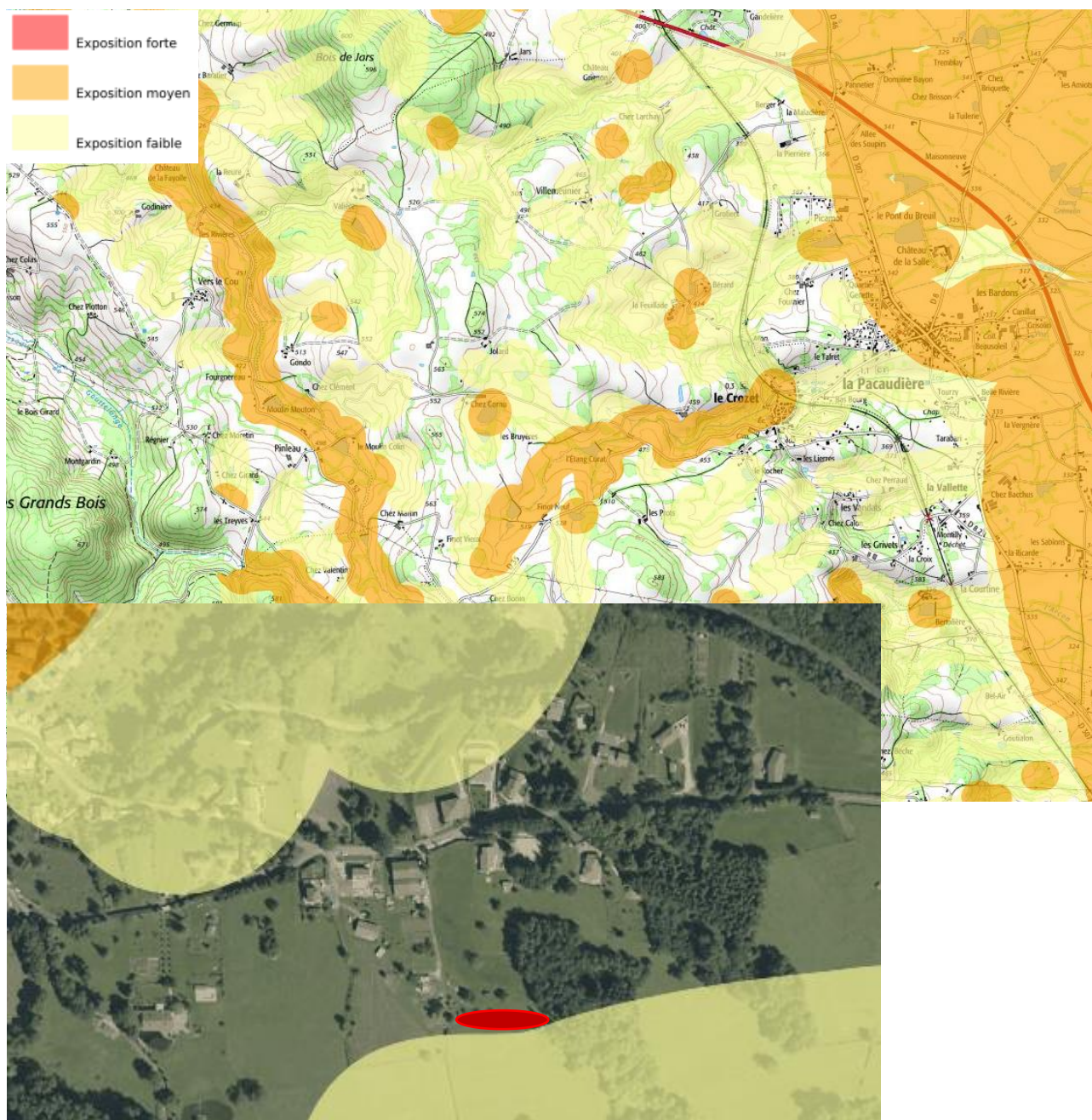
La procédure de modification simplifiée du PLU n'a pas d'impact sur la prise en compte du risque Transport de Matière Dangereuse.



#### 7.4. LE RISQUE RETRAIT – GONFLEMENT DES ARGILES

La commune est concernée par une exposition faible à moyenne par rapport à l'aléa retrait – gonflement des argiles sur la majeure partie du territoire.

La parcelle concernée par la modification simplifiée du PLU n'est pas concernée par ce risque.



La procédure de modification simplifiée du PLU n'a pas d'impact sur l'aléa retrait – gonflement des argiles.

#### 7.5. LE RISQUE RADON

Le département de la Loire est classé dans les départements prioritaires (potentiel moyen ou élevé) face aux risques liés aux émanations de radon. Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle provenant de la désintégration du radium, lui-même issu de la désintégration de l'uranium contenu dans la croûte terrestre. Il est inodore et incolore. Le territoire de Le Crozet est concerné par un potentiel radon moyen ou élevé sur l'ensemble de la commune.



**Catégorie 3**

Les communes à potentiel radon de catégorie 3 sont celles qui, sur au moins une partie de leur superficie, présentent des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations. Les formations concernées sont notamment celles constitutives de massifs granitiques (massif armoricain, massif central, Guyane française...), certaines formations volcaniques (massif central, Polynésie française, Mayotte...) mais également certains grès et schistes noirs.

Sur ces formations plus riches en uranium, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que sur le reste du territoire. Les résultats de la [campagne nationale de mesure](#) en France métropolitaine montrent ainsi que plus de 40% des bâtiments situés sur ces terrains dépassent 100 Bq.m<sup>-3</sup> et plus de 10% dépassent 300 Bq.m<sup>-3</sup>.

Remarque : dans le cas des communes de superficie importante - comme c'est le cas en particulier pour certains Outre-Mer -, les formations concernées n'occupent parfois qu'une proportion limitée du territoire communal. Dans ce cas, la cartographie par commune ne représente pas la surface réelle d'un territoire affectée par un potentiel radon mais, en quelque sorte, la probabilité qu'il y ait sur le territoire d'une commune une source d'exposition au radon élevée, même très localisée. Afin de visualiser différentes zones au sein du territoire communal et de mieux apprécier le potentiel radon réel sur ce territoire, il convient de se référer à la cartographie représentée selon les contours des formations géologiques.

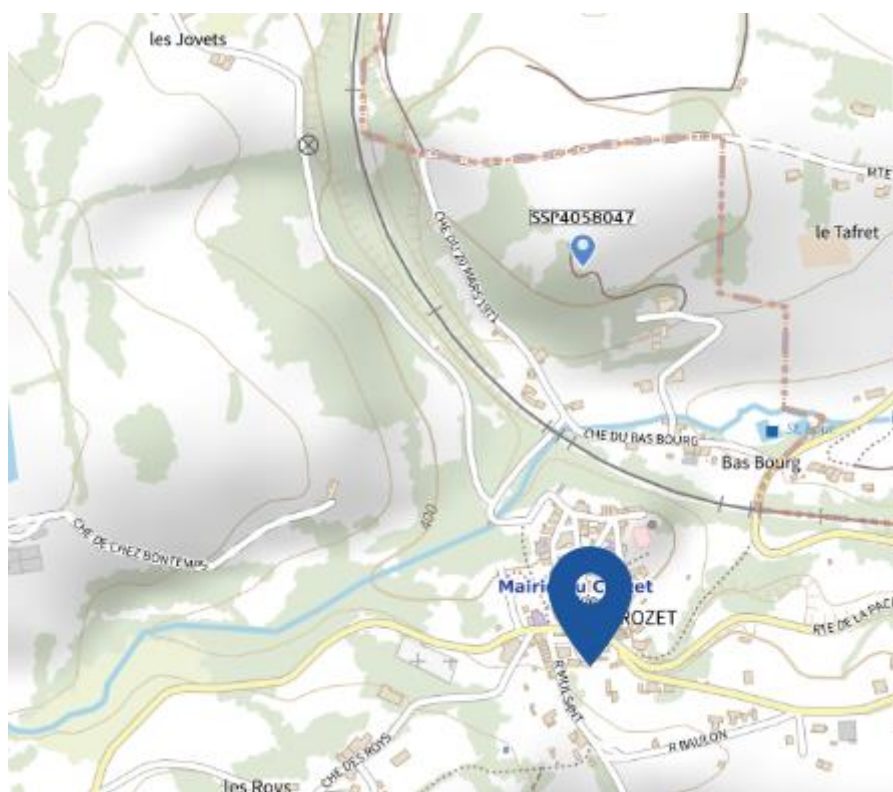
[En savoir plus sur la cartographie du potentiel radon.](#)

La procédure de modification simplifiée du PLU n'a pas d'impact sur le risque radon.

## 7.6. LE RISQUE DE POLLUTION DES SOLS

Selon géorisques, 2 anciennes carrières, qui ne sont plus en activités, sont recensées sur la commune :

- Carrière (RHA4204116) au lieu-dit « Etang Curat »
- Carrière de Gorre (RHA4204115) au lieu-dit « Bas Bourg »



Ces sites ne sont pas concernés par la procédure de modification simplifiée du PLU.

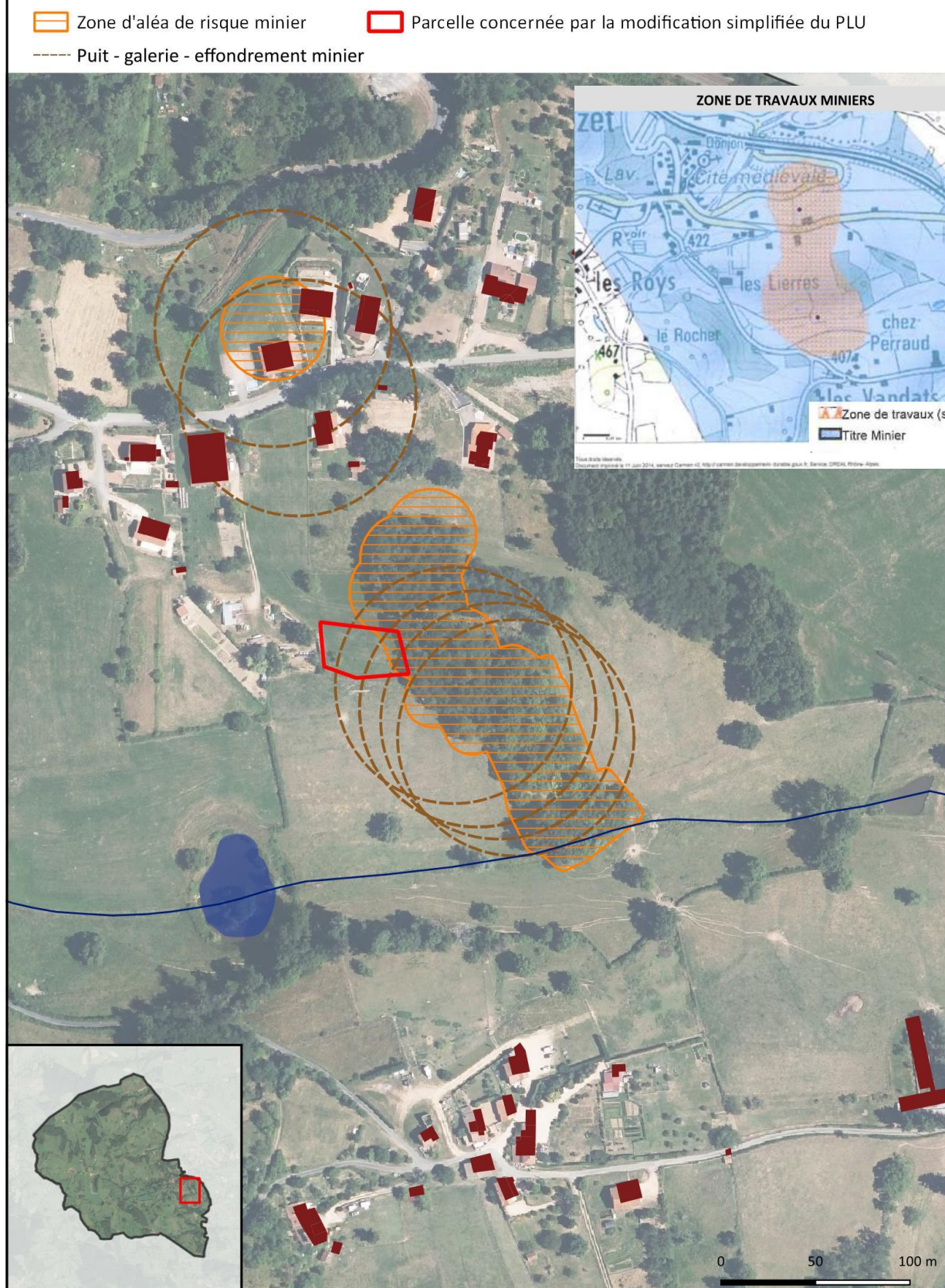
## 7.7. LE RISQUE MINIER

D'après l'inventaire national des risques miniers réalisé par Géodériss une zone de travaux miniers liée à une ancienne concession de mine de cuivre, plomb et substances connexes est présente à l'Est du bourg de part et d'autre du chemin de la Gare.

Le PLU a pris en compte ce risque en classant ce secteur là en zone naturelle et en secteur Npv dédié à l'installation de projets liés aux énergies renouvelables.



## Risques miniers et modification simplifiée du PLU



La modification simplifiée du PLU prend en compte ce risque en créant un secteur dédié à la réalisation d'un projet lié aux énergies renouvelables qui n'augmente pas les enjeux sur ce secteur.

Le risque est pris en compte par la modification simplifiée.

## 7.8. LES NUISANCES SONORES

Les nuisances reconnues sur la commune de Le Crozet relèvent de nuisances sonores liées au passage de la ligne ferroviaire Lyon/Clermont-Ferrand et dans une moindre mesure au passage de la RN 7 à l'extrémité Nord de la commune.

La procédure de modification simplifiée du PLU n'a pas d'incidence sur la prise en compte des nuisances sonores ni sur la génération de nuisances sonores.

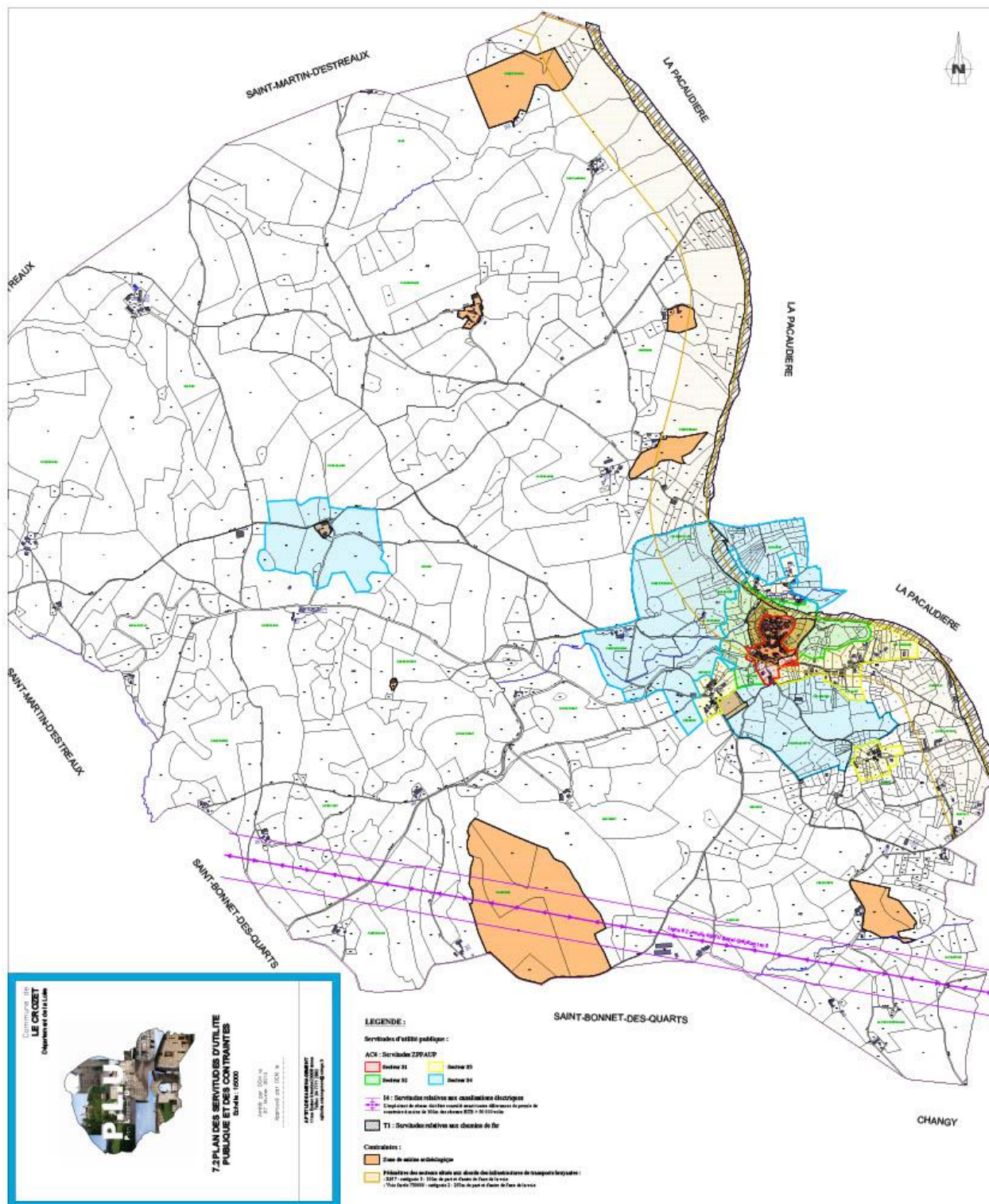
## 7.9. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

La commune de Le Crozet est concernée par plusieurs servitudes d'utilité publique.

Extrait des pièces du PLU :

NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	REFERENCES LEGISLATIVES QUI PERMETTENT DE L'INSTITUER	NATURE DE LA SERVITUDE	ACTE QUI L'A INSTITUTE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE	SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE
<b>AC4</b> Servitudes relatives aux Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager	Code du Patrimoine, article L642-1 à L. 642-7 Décret n°84-304 du 25 avril 1984 Décret n°2004-374 du 29 avril 2004	ZPPAUP	Arrêté préfectoral du 28 avril 2004	Direction Régionale des Affaires Culturelles Service Régional de l'Archéologie Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine
<b>I4</b> Servitudes relatives à l'établissement de canalisations électriques	Article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906 – article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925 Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée Décrets n° n°85-1109 du 15 octobre 1985	Ligne à 2 circuits 400KV Bayet-Grépilles I et II	DUP du 22 octobre 1975	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  RTE Rhône-Alpes Auvergne GMR Lyonnais 757 rue de Pré Mayeux 01 120 La Boisse
<b>PT3</b> Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques	Servitudes attachées aux réseaux de télécommunication, instituées en application de l'article L. 48 à L. 53 du code des postes et télécommunications	Câble La Pacaudière-St Forestière	Arrêté du 14 mai 1986	Direction Régionale de France Telecom
<b>T1</b> Servitudes relatives aux chemins de fer Servitudes de grande voirie Alignement Occupation temporaire des terrains en cas de réparation Distances à observer pour les plantations et l'élague des arbres Exploitation des mines carrières et sablières Servitudes spéciales (constructions, excavations, dépôt de matières inflammables ou non) Servitudes de débroussaillage	Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer  Décret du 22 mars 1942 – code minier art. 84 modifié et 107 Code forestier art. L. 322.3 et L. 322.4 Loi du 29 décembre 1892  Décret loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942 Décret du 31 juillet 1959 Décret du 14 mars 1964 relatif aux voies communales  Décret du 10 juin 1969, suppression des installations lumineuses Décret du 7 mai 1960 (industrie extractive)	Ligne 750000 de Moret-Veneux-les Sablon à Lyon perrache		SNCF Direction de l'Immobilier Immeuble Le Danica 19 avenue Georges Pompidou 69486 Lyon Cedex 03





Le PLU prend en compte les risques et nuisances existants sur la commune.

La procédure de modification simplifiée ne modifie pas la prise en compte des risques et nuisances et les prescriptions du PLU concernant cette thématique.

La procédure de modification simplifiée permet de mieux prendre en compte le risque minier.

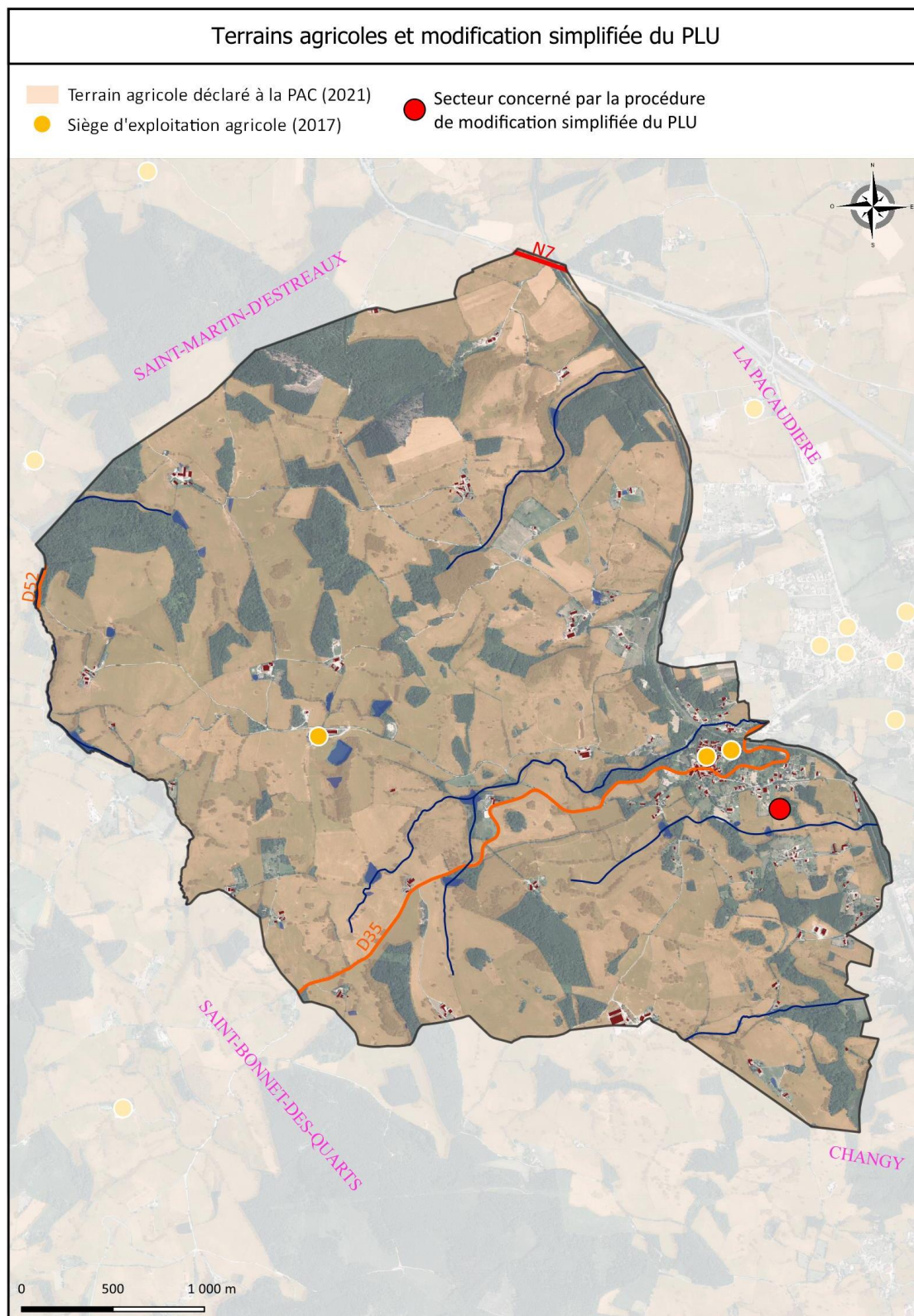
## 8. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES OU FORESTIERS

### Les terrains agricoles

Les terrains agricoles déclarés à la PAC 2017 représentaient 941,77 ha, soit 69,98 % de la surface communale. En 2021, ils représentent 949,65 ha, soit 70,56 % du territoire communal.

On constate donc une légère augmentation des surfaces déclarées à la PAC entre 2017 et 2021.

En 2021, la PAC indique que 3 sièges d'exploitations agricoles se situent sur la commune.



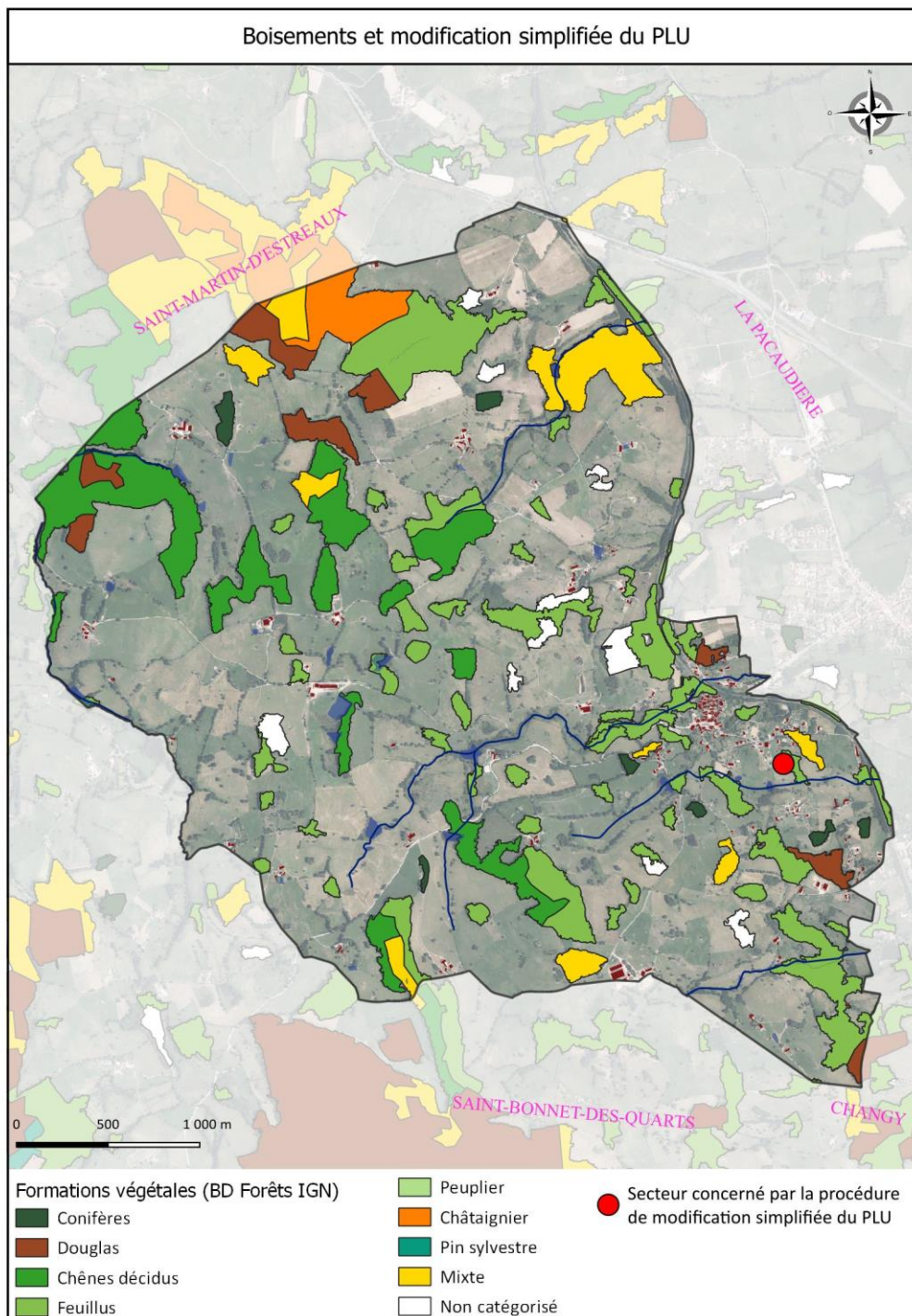


Le projet se situe sur une parcelle déclarée à la PAC mais appartenant à la commune. Si le terrain est valorisé par l'implantation d'un projet lié aux énergies renouvelables, il sera toujours possible de l'utiliser pour une vocation agricole en parallèle (agrivoltaïsme par exemple) ;

#### Les espaces naturels

D'après la carte forestière (v2 – IGN), les boisements occupent 311,41 ha, soit 23,14 % du territoire communal.

Les secteurs boisés, naturels ne sont pas concernés par la procédure de modification simplifiée du PLU.



D'après les données de la PAC et de la carte forestière, 93,7 % des terrains de la commune sont occupés par l'activité agricole ou des boisements.

Le zonage du PLU compte 99,3 % de zones naturelle ou agricole, il protège des espaces.

La présente procédure n'engendre aucune consommation d'espace naturel. Elle ne réduit pas de zones agricole ou naturelle.

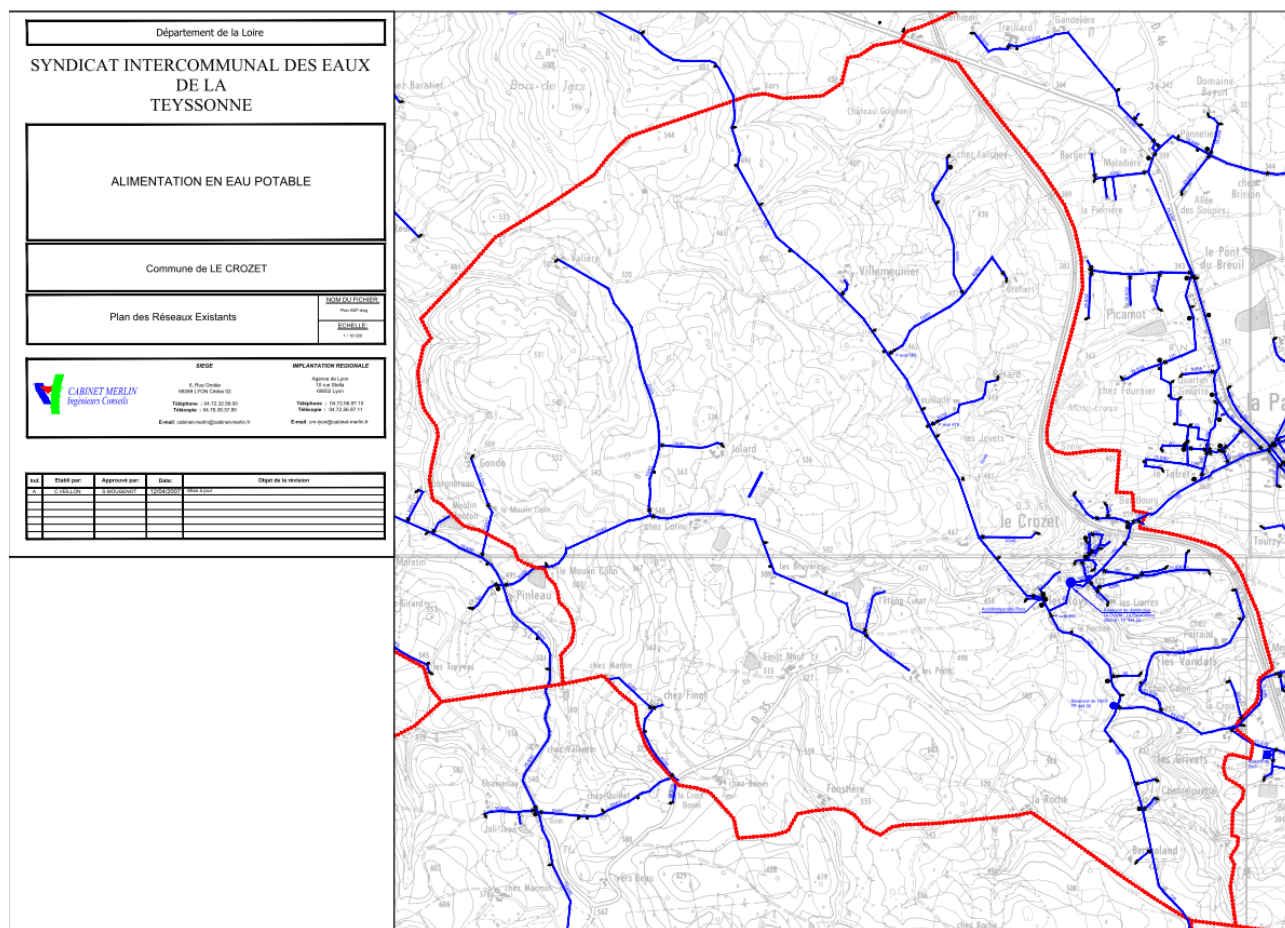
## 9. EAU POTABLE

L'adduction et la distribution de l'eau potable de la commune de Le Crozet est gérée par la Roannaise de l'eau.

La commune de Le Crozet ne dispose pas de ressources particulières en eau potable.

La desserte en eau potable est ainsi assurée grâce au captage de sources situées sur la commune de Saint-Bonnet-des-Quarts (Becajat et Malgoutte) ainsi que par les barrages du Rouchain et du Chartrain.

Aucune habitation supplémentaire n'est prévu dans le cadre de la procédure de modification simplifiée. Il n'y a pas d'incidence sur le réseau d'eau potable qui est, de bonne qualité.



Le site de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes mentionne la qualité de l'eau de chaque commune.

En 2022, à Le Crozet, l'eau est de bonne qualité bactériologique et conforme aux limites réglementaires pour les paramètres chimiques mesurés.



## QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?



## ZONE DE DISTRIBUTION : SI TEYSSONNE

Conclusion sanitaire	Indicateur global de qualité
<b>2022</b> L'eau distribuée est de bonne qualité. Elle peut être consommée par tous.	<b>A</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>A : Eau de bonne qualité</li> <li>B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées</li> <li>C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation</li> <li>D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation</li> </ul>

Les éléments présentés dans ce document de synthèse sont issus des résultats d'analyses des 20 derniers prélèvements réalisés sur ce réseau, ayant porté sur 297 substances différentes.

</

Édité le 17/05/2023

L'indicateur global de qualité prend en compte les 30 paramètres / familles de paramètres faisant l'objet d'une limite de qualité. Il est égal à l'indicateur de qualité du paramètre le plus déclassant. Les résultats du contrôle des paramètres de qualité liés aux réseaux intérieurs des habitations ne sont pas pris en compte, dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur la zone concernée.

La procédure de modification simplifiée permet de laisser la possibilité d'installation d'un parc photovoltaïque au sol. Elle n'engendrera aucun besoin supplémentaire en eau potable.

## 10. GESTION DES EAUX PLUVIALES

Le règlement du PLU impose une gestion des eaux pluviales à la parcelle.

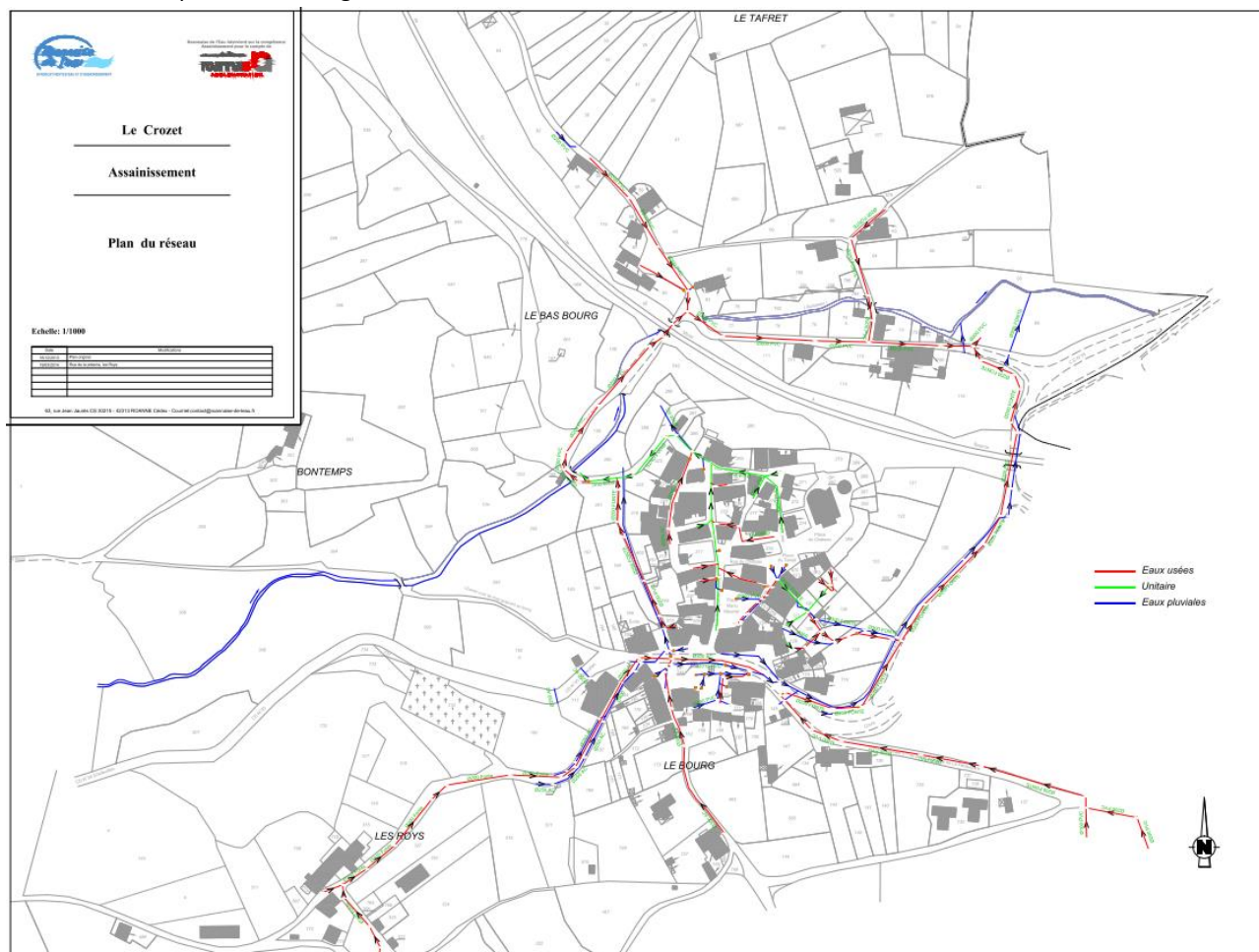
La modification simplifiée permettant uniquement l'aménagement d'un parc photovoltaïque au sol, elle ne générera pas de rejet supplémentaire d'eau potable.

La procédure de modification n'a pas d'incidence sur la gestion des eaux pluviales.

## 11. ASSAINISSEMENT

La Crozet est doté d'une station d'épuration des eaux usées mise en service en 2002. La station d'épuration à filtre planté de roseaux est dimensionnée pour 300 Equivalent Habitants (EH). En 2018, la charge entrante était de 200 Equivalent Habitants (EH).

La commune dispose d'un zonage d'assainissement datant de 2013.



La procédure de modification simplifiée du PLU n'augmente pas le nombre d'habitant.

La procédure de modification simplifiée du PLU n'a aucune incidence sur la gestion des eaux usées.

## **12. DECHETS**

**La procédure ne concerne pas un projet d'établissement de traitement de déchets.**

Roannais Agglomération est compétente en matière de collecte des déchets ménagers et assimilés.

Depuis janvier 2023, pour les communes périurbaines et rurales, toute la collecte des déchets s'effectuera en porte à porte sur un rythme d'une semaine pour les emballages et papiers recyclables et une semaine les ordures ménagères.

Les habitants de Roannais Agglomération disposent de 4 déchetteries à Riorges, Roanne, Pouilly-les-Nonains et La Pacaudière.

La procédure de modification simplifiée du PLU n'a aucune incidence sur la production de déchets et leur gestion ne sera pas remise en cause.



### **13. L'ABSENCE D'INCIDENCE NOTABLE SUR L'ENVIRONNEMENT**

La procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Crozet doit permettre le développement d'un parc photovoltaïque et porte uniquement sur :

- La modification du zonage : la parcelle B 141, initialement classée en zone N est reclassée en secteur Npv ;
- La modification de l'article N9 du règlement : l'emprise au sol ne sera pas règlementée pour les installations et constructions lorsqu'elles sont liées aux énergies renouvelables.

La modification simplifiée ne modifie aucun autre élément du PLU.

Chaque thématique de l'évaluation environnementale a été traitée et a permis de montrer que la procédure n'avait pas d'incidence sur l'environnement.

Elle permet même de prendre en compte l'enjeu du risque minier en compte puisque les aménagements et constructions qui seront faites sur les secteurs seront adaptés au risque.

La consommation de terres agricole est minime par rapport à la surface globale de la zone agricole de la commune. De plus, le terrain est communal, ne fait pas l'objet d'un bail agricole et se situe au-dessus des galeries de la mine.

Il apparaît ainsi raisonnable de conclure que la procédure de modification simplifiée du PLU n'engendre pas d'incidence notable sur l'environnement. Ainsi, la procédure de modification simplifiée du PLU peut se réaliser sans être soumise à évaluation environnementale.

# CONCLUSION

---

Cette procédure de modification simplifiée du PLU doit permettre à la commune d'abaisser sa dépendance énergétique en permettant l'implantation d'une installation liée à la production d'énergie renouvelable dont l'électricité sera reversée dans le réseau local.

Pour se faire, il est nécessaire de modifier le zonage (une parcelle est classée en Npv) et le règlement (les installations liées à la production d'énergies renouvelables sont exclues des limitations liées à l'emprise au sol). Ces adaptations ne portent pas atteinte à l'économie générale du PADD ni du PLU et ne comportent pas d'incidence notable sur l'environnement, pas d'atteinte aux milieux naturels ou à la biodiversité ni de graves risques de nuisances.

Aucune protection concernant les éléments de patrimoine, ou naturels ou paysagers n'a été modifiée ou supprimée.

La procédure de modification simplifiée du PLU n'induit pas de nouvelle ouverture à l'urbanisation ni de consommation d'espace naturel ou agricole.

La procédure de modification simplifiée est en cohérence avec les objectifs du PADD qui prévoyait déjà de « **Promouvoir les énergies renouvelables : projet de « ferme » solaire** ». La modification simplifiée permet donc de respecter une orientation du PADD.

Les pièces modifiées seront intégrées au PLU.

# ANNEXES

## 1. ARRETE DE PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE

MAIRIE DE LE CROZET  
30 Place Mario Meunier  
42310 LE CROZET  
☎ 04-77-64-31-57

AR2023-42

### ARRETE ENGAGEANT LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LE CROZET

Le Maire de Le Crozet ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-46 ;

Vu la délibération du conseil municipal du 11 mai 2015 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal du 6 juillet 2018 approuvant la modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal du 10 septembre 2021 approuvant la révision allégée n° 1 du plan local d'urbanisme ;

Considérant que le plan local d'urbanisme doit d'être modifié pour la réalisation d'une installation de production solaire photovoltaïque ;

- Considérant que ce projet d'intérêt général nécessite le reclassement d'une parcelle actuellement classée en zone N, en secteur Npv et de faire évoluer le règlement ;

### ARRETE

#### Article 1 :

En application des dispositions des articles L.153-36 à L.153-46 du code de l'urbanisme, une procédure de modification simplifiée du plan local d'urbanisme est engagée.

#### Article 2 :

Le projet de modification simplifiée porte sur :

- Le reclassement d'une parcelle actuellement classée en zone N en secteur Npv ;
- L'évolution du règlement de la zone N pour permettre le projet.

#### Article 3 :

Le projet de modification sera soumis à l'autorité environnementale pour un examen au cas par cas portant sur l'évaluation environnementale.

Lorsque l'autorité environnementale aura rendu son avis, la commune prendra une délibération :

- Soit pour ne pas réaliser une évaluation environnementale si l'autorité environnementale a rendu un avis conforme favorable, exprès ou tacite ;
- Soit pour réaliser une évaluation environnementale si l'autorité environnementale a rendu un avis conforme défavorable. Cette délibération définira aussi les modalités de la concertation afin de respecter l'article L.103-2 du code de l'urbanisme.

#### Article 3 :

Le dossier sera transmis pour avis à Monsieur le Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

#### Article 4 :

Une copie du présent arrêté sera adressée à M. le Préfet.

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Fait à LE CROZET, le 06/09/2023

Le Maire,  
Nicolas CHARGUEROS



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214200764-20230906-AR2023-42-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/09/2023